

L'EMPIRE AMERICAIN



par
Alain ESCARO

La notion d'impérialisme prête nécessairement à des interprétations différentes suivant l'école historique à laquelle on se rattache. La description d'une domination est, au contraire, moins sujette à discussion. Aussi avons-nous voulu dans cette étude regrouper et ordonner des faits en général connus, mais dispersés dans des cadres plus classiques (Histoire des relations internationales, histoire des Etats-Unis, histoire de l'Amérique latine, etc), dans une perspective purement pragmatique où nous nous efforçons de montrer toutes les faces d'un phénomène sans réellement en privilégier une, ni lui donner un caractère explicatif exclusif. Le cadre — un empire — se réfère à celui utilisé traditionnellement dans les études historiques pour synthétiser des événements relatifs à une domination internationale. Il permet d'aborder, dans une perspective chronologique (naissance, affirmation, apogée, crise et déclin) un phénomène historique récent et inachevé. S'il semble facile de montrer les origines et les premières manifestations de cet empire, voire de tenter de le décrire à une époque où la puissance américaine présentait une prépondérance reconnue, affirmer qu'il a connu son apogée et amorcé son déclin demeure du domaine de l'hypothèse, acceptable pour expliquer le passé immédiat, mais que la suite des événements peut infirmer.

I — NAISSANCE ET AFFIRMATION DE L'EMPIRE AMERICAIN

A) LES ORIGINES

1 — Le passé colonial

— Les Etats-Unis sont issus des colonies britanniques installées entre les Appalaches et la côte atlantique de l'Amérique du Nord, aux XVII^e et XVIII^e siècles. Les colons s'emparèrent des territoires qui constituaient ces treize colonies en les arrachant, souvent par la force, aux Indiens exterminés ou refoulés à l'intérieur du continent.

— Au lendemain de la guerre de l'Indépendance (1775-1783) les Américains se lancèrent dans la conquête de l'Ouest. Dans ce but, ils font l'acquisition des territoires compris entre les treize colonies initiales et la côte pacifique, soit par l'achat (la Louisiane achetée en 1803 aux Français, la Floride aux Espagnols en 1819, et l'Alaska aux Russes en 1867) soit par la guerre (contre le Mexique en 1846-1848, ce qui leur permet de s'emparer de la Californie et du Texas ainsi que des territoires compris entre les deux).

— Les Américains s'emploient au cours du XIX^{ème} siècle à occuper effectivement ces nouveaux territoires par la colonisation humaine et la mise en valeur économique. Cette occupation de l'espace est réalisée après l'élimination des Indiens parqués dans des réserves de plus en plus exiguës. En 1890 la «frontière» est officiellement fermée.

— Immédiatement après cette fermeture, les Etats-Unis passent de cette phase de colonialisme intérieur à la phase de l'impérialisme.

2 – Naissance de l'impérialisme

a) Les fondements

— Sur le plan idéologique, les Américains, à cause de leur passé de colonisés, sont doctrinalement anticolonialistes dans le sens de la colonisation pratiquée aux époques moderne et contemporaine par les Européens. Par ailleurs, ils sont isolationnistes : la doctrine Monroe (1) et son corollaire du début du XX^{ème} siècle expriment bien ces conceptions. De ce fait, l'Amérique latine apparaît aux Américains comme leur chasse-gardée. Dans cette perspective, l'adoption du néo-colonialisme, conçu comme une exploitation économique par domination politique indirecte, s'imposait. Enfin l'orgueil nation sous-tend, à l'échelle mondiale, les visées des Américains : en 1805 John Fiske déclare dans son ouvrage *La Destinée manifeste* que les Nord-Américains sont appelés par Dieu à répandre leur civilisation, et en 1890 John Burgess ajoute que leur devoir est d'organiser le monde suivant leurs conceptions puisque leur civilisation est la meilleure.

— Sur le plan économique, les Etats-Unis sont en pleine expansion et le cadre national ne leur suffit plus pour la poursuivre. Comme les Européens ont protégé leurs empires coloniaux par des barrières douanières, il ne reste aux Américains, comme champ possible, que les pays indépendants d'Amérique latine et d'Asie.

— Sur le plan stratégique, les Etats-Unis pensent d'abord à protéger le continent contre les visées impérialistes des Européens et des Japonais.

b) Les premières manifestations

— Le point de départ est la guerre contre l'Espagne en 1898. Observant la révolte des Cubains contre l'autorité coloniale espagnole, certains milieux d'af-

(1) Voir document n° 1 : La doctrine Monroe.

fares intéressés par le sucre cubain et par la possibilité de s'ouvrir un marché privilégié pour les produits manufacturés, développent le thème de la croisade pour la libération de Cuba du joug colonial, dans la perspective d'une réactualisation de la doctrine Monrôe. Après une courte guerre victorieuse, les Etats-Unis obtiennent de l'Espagne l'indépendance de Cuba (transformée rapidement en protectorat), mais aussi des territoires qu'ils vont administrer directement comme de véritables colonies : Porto-Rico, les Philippines et l'île de Guam.

Dès lors, les Etats-Unis se lancent dans une politique d'interventions de plus en plus fréquentes dans deux zones essentiellement :

La principale est constituée par l'Amérique centrale et les Caraïbes (2). On y trouve en effet de gros investissements privés américains (comme ceux de l'United Fruit) souvent menacés par des réactions nationalistes des populations et des Etats des pays concernés, qui les trouvent trop envahissants. C'est pour les protéger que le gouvernement des Etats-Unis pratique ces interventions. Celles-ci prennent deux formes : les prêts financiers (la « politique du dollar ») aux Etats faibles, pour éviter que ceux-ci ne s'endettent auprès des Européens, mais aussi pour servir de moyens de pression politique ; et les interventions militaires dans le but officiel de faire régner l'ordre, en fait pour défendre les gouvernements dévoués à ces intérêts américains (la « politique du gros bâton »). Les principales victimes en sont la République dominicaine, Haïti, le Nicaragua, le Honduras, Panama, et dans une moindre mesure le Mexique et le Venezuela. Sur le plan institutionnel les Etats-Unis cherchent à développer le panaméricanisme (la première conférence panaméricaine se tient à Washington en 1889). Le but avoué serait d'unifier les lois commerciales et d'abaisser les tarifs douaniers. Mais ces tentatives ne donnent guère de résultats concrets, car les Sud-Américains qui sont économiquement sous la coupe des Européens se méfient en outre, des ambitions cachées des Etats-Unis.

Le Pacifique constitue un champ d'action secondaire. Les Américains y possèdent des bases (Guam, Wake), de véritables colonies (Hawaï, Philippines) et des intérêts en Chine, où ils veulent faire appliquer le principe de la « porte ouverte » opposé à celui des zones d'influence des Européens. Si les adversaires des Etats-Unis sont ces derniers, les rivaux potentiels sont les Japonais qui rêvent eux aussi d'un empire du Pacifique.

Mais dans tous les cas, la puissance de l'Europe bloque les ambitions des Etats-Unis. C'est pour cette raison que la première guerre mondiale, en affaiblissant les Européens, va permettre aux Américains d'élargir leur champ d'action.

c) Flux et reflux : la première guerre mondiale et la crise de 1929

— Au cours de la première guerre mondiale, les Etats-Unis deviennent les fournisseurs des pays de l'Entente (France et Grande-Bretagne essentiellement),

(2) Voir document n°2 : Les Etats-Unis et l'Amérique centrale.

puis finissent par intervenir en avril 1917 aux côtés de ceux-ci contre les Empires centraux. En novembre 1918, ils disposent de la deuxième armée du monde et leur voix est prépondérante dans le camp des vainqueurs. Cette place, ils la doivent surtout à leur puissance financière : ils détiennent 45 % du stock d'or mondial, les Européens leur doivent 13 milliards de dollars et leurs investissements en Europe sont de l'ordre de 17 milliards de dollars. Parallèlement les Américains ont profité de la guerre pour s'introduire, sur le plan économique et financier, au Canada et en Amérique latine. Si les positions européennes y demeurent fortes, elles n'y sont plus prépondérantes.

— Cette situation se renforce de 1919 à 1929. Durant cette période, la balance commerciale des Etats-Unis reste largement excédentaire : ceux-ci détiennent, en 1919, 60 % du stock d'or mondial. Les investissements privés à l'étranger sont multipliés par cinq et la part des Etats-Unis dans l'investissement mondial passe de 8 à 32 %. Ces investissements se répartissent ainsi : la moitié en Amérique latine, 25 % au Canada, 20 % en Europe et 5 % dans le reste du monde (surtout au Moyen-Orient). Aussi, en 1929, en Amérique latine les Américains parviennent à dépasser les Européens.

— A cette agressivité financière ne correspond pas de politique impériale à l'échelle du globe. Dès 1919 les Etats-Unis retournent à l'isolationnisme (refus de signer le traité de Versailles et d'adhérer à la S.D.N.). Ils se bornent à intervenir dans leurs zones traditionnelles : Amérique centrale, Caraïbes et Pacifique où ils cherchent à endiguer les ambitions japonaises (Conférence de Washington 1921-1922) (3). En Europe leur intervention est d'ordre financier. Ils cherchent à régler le problème des réparations allemandes (plans Dawes et Young) et fournissent des crédits pour le relèvement économique des pays vaincus. En fait la prospérité de l'Europe dépend de ces crédits américains.

— La crise de 1929 va entraîner l'effondrement de cette forte position : les Etats-Unis sont contraints d'abord de cesser leur crédits, puis de rapatrier leurs capitaux, tandis que leur commerce extérieur chute et que leur économie sombre dans le chaos. Dès lors les Américains, obsédés par le redressement économique et social que va tenter Roosevelt dans son «New Deal», s'enferment dans un isolationnisme total. Seul Roosevelt est conscient des dangers que représentent potentiellement l'Allemagne nazie et le Japon militariste pour les intérêts et les ambitions des Etats-Unis. Aussi la deuxième guerre mondiale s'impose, en fait, aux Américains. Elle va leur donner l'occasion de révéler leur puissance.

3 — La révélation de la deuxième guerre mondiale

— La deuxième guerre mondiale permet à Roosevelt d'intervenir sur la scène mondiale en soutenant, économiquement et financièrement, les pays en guerre contre l'Allemagne et l'Italie : la France, la Grande-Bretagne,

(3) Voir document n° 3 : Le principe de la «porte ouverte» en Chine.

puis l'U.R.S.S. pour ne citer que les principaux ; et en remplaçant, diplomatiquement et militairement, les démocraties libérales européennes en Asie pendant qu'elles combattent en Europe. Mais les Américains restent réticents à entrer en guerre et Roosevelt ne parvient à ce résultat qu'en poussant les Japonais à attaquer les Etats-Unis par une politique de refus intransigeant de leurs revendications en Asie (Pearl-Harbour, 7 décembre 1941).

— Dès lors toute la puissance économique américaine va être poussée au maximum pour être jetée dans le conflit. La production industrielle, de 1939 à 1945, double, l'agriculture augmente d'un tiers, les moyens de transports sont quadruplés, le commerce extérieur triple. En 1945 les Etats-Unis exportent pour 14 milliards de dollars et n'importent que pour 4 milliards. La production globale américaine représente la moitié de la production mondiale.

— Les conséquences sont à la mesure de cet effort. La crise de 1929 n'est plus qu'un souvenir : le chômage (13 millions de chômeurs en 1932) a disparu et le P.N.B. est passé de 95 milliards de dollars en 1939 à 215 milliards en 1945. Les Américains sont le seul peuple riche au sein d'une planète ravagée. La puissance militaire des Etats-Unis est la première du monde. Leur armée classique égale celle de l'U.R.S.S., mais l'arme nucléaire bombe A : 1945, bombe H : 1952 leur donne une supériorité absolue. Leurs pertes sont faibles. Ils ne comptent que 300 000 morts (20 millions pour l'U.R.S.S.) et leur territoire national n'a pas été touché par les opérations militaires. Mais ils sont forts également parce que les autres acteurs du jeu international sont faibles : la France n'est plus qu'une puissance secondaire, la Grande-Bretagne est épuisée et ses colonies aspirent à l'indépendance, l'U.R.S.S. est forte militairement mais épuisée démographiquement et économiquement, le Japon et l'Allemagne, réduits à capituler sans condition, ne comptent plus. Aussi le partage du monde à Yalta, et à Potsdam s'est fait à leur profit, puisque l'Union soviétique n'a obtenu que l'Europe orientale et le nord de la Corée. Surtout, le monde non-communiste dépend d'eux à tous les points de vue : la survie immédiate, la reconstruction, la défense contre les ambitions de l'U.R.S.S. Enfin sur le plan de la civilisation, le modèle américain (l'«American way of life») est consacré par la victoire et s'impose comme au monde libre.

B) LES DIFFERENTS ASPECTS DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

1 — L'organisation du monde

a) Sur le plan politique l'instrument dont disposent les Américains est l'O.N.U., une création de Roosevelt issue de la Charte de l'Atlantique (1941) et des conférences de Dumbarton Oaks (1944) et de San Francisco (1945) ; L'influence des Etats-Unis y est à l'origine prépondérante : les signes visibles en sont le choix de New-York comme siège et l'adoption de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui s'inspirent directement des principes américains. D'autre part, au Conseil de Sécurité, parmi les cinq membres permanents siègent, aux côtés des U.S.A. et de l'U.R.S.S., trois de ses clients : la

France, la Grande-Bretagne et la Chine nationaliste. Enfin à l'Assemblée Générale, les Etats-Unis disposent de la majorité grâce à la foule de leurs vassaux ou alliés d'Europe, d'Amérique latine et du Pacifique.

B) Sur le plan financier les Etats-Unis, par la conférence de Bretton Woods (1944) ont fait mettre en place le Fonds Monétaire International, auquel ne participent pas les pays du bloc soviétique. En même temps est née la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement. Inverse : l'influence des Etats-Unis est prépondérante dans ces deux organismes. Au F.M.I., le vote est proportionnel à la quote-part : à eux seuls ils ont déjà 25 % des voix et avec leurs clients, 65 %. Les grands principes du F.M.I. (parité fixe, libre convertibilité) favorisent les monnaies fortes, donc en premier lieu le dollar. Les tirages effectués sur le F.M.I., par les pays en quête de devises sont faits en dollars. Le développement du commerce, facilité par les tirages sur le F.M.I. et les crédits de la B.I.R.D., est favorable au premier exportateur mondial : les U.S.A. Enfin la convertibilité en or du dollar repose sur les réserves d'or des Etats-Unis qui représentent 80 % du stock mondial.

c) Sur le plan commercial le G.A.T.T. (ou Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce – 1947) s'efforce de faire régner en matière de commerce le libéralisme : harmoniser les politiques, puis faire disparaître les barrières douanières (fin du protectionnisme), afin de faire du monde une zone de libre-échange. Mais les principes du G.A.T.T. qui favorisaient les Etats-Unis furent vite contestés : les pays européens créèrent des organisations régionales, en fait protectionnistes, comme la C.E.E., et les pays sous-développés se prononcèrent également pour le protectionnisme au cours des Conférences des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement (C.N.U.C.E.D.).

d) Sur le plan de la civilisation l'influence est involontaire mais elle s'impose du fait de la force des Etats-Unis. Le langage américain devient celui du commerce, de la technique, de la gestion, de l'innovation et de la diplomatie. L'enseignement scientifique et technique l'impose, les théories américaines, économiques et monétaires, également. Le libéralisme et le pragmatisme s'affirment comme conceptions philosophiques et morales. Enfin sur le plan culturel, la presse, la littérature et le cinéma américains véhiculent les thèmes de la société de consommation.

2 – La domination du « monde libre »

a) Sur le plan politico-militaire l'origine doit être cherchée dans la guerre froide. La réponse américaine au défi soviétique est en premier lieu le plan Marshall (4) : il s'agit d'une aide américaine destinée à assurer la reconstruction de l'Europe. Les crédits octroyés par les Etats-Unis servent à acheter des

(4) Voir document n° 4 : Le plan Marshall.

produits américains ce qui favorise leur commerce mais, également, en permettant le développement de l'Europe occidentale en écartant le spectre de la révolution communiste.

— La deuxième réponse est d'ordre militaire. Il s'agit de la création de l'O.T.A.N. (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) qui regroupe le monde atlantique (Etats-Unis, Canada et Europe occidentale) autour des U.S.A. en 1949 : les armées sont intégrées sous le commandement américain et dotées, dans leur majeure partie, d'armes américaines. La victoire de Mao Tsé-Toung en Chine (1949), la guerre de Corée (1950-1953) poussent les Etats-Unis à multiplier les pactes militaires du même genre : l'O.T.A.S.E. pour l'Asie du Sud-Est (5) en 1954 et le Pacte de Bagdad en 1955 pour le Moyen-Orient. Ainsi une gigantesque « muraille de Chine » est créée autour du bloc communiste.

Les Etats-Unis procèdent parallèlement à leur propre réarmement, multiplient les bases et les flottes aux quatre coins du monde et n'hésitent pas à intervenir directement pour contenir le communisme, par exemple, en Corée. Voyant la puissance militaire des Etats-Unis s'accroître prodigieusement, l'U.R.S.S. décide de s'armer à son tour et de rivaliser avec eux, sur ce plan : Bombe A (1949), Bombe H (1953), missiles intercontinentaux (1957) et Pacte de Varsovie (1955) s'en suivent. Les Américains, ayant peur à leur tour d'être dépassés, se lancent dans la course aux armements, parallèlement aux Soviétiques, afin de maintenir leur supériorité militaire (6). Dès lors chaque crise internationale risque de déboucher sur l'apocalypse mondiale (Suez en 1956, Formose en 1958, Berlin en 1960-1961). La dernière de ces crises (Cuba en 1962) engendre la coexistence pacifique fondée sur l'équilibre de la terreur puis sur la limitation des armements stratégiques (SALT I et II). Mais si les deux supergrands s'accordent pour ne plus s'affronter directement, leur lutte se poursuit dans le cadre du Tiers Monde. A la guerre se substitue la guerre révolutionnaire dont la plus éclatante illustration va être la guerre du Viet-Nam à partir de 1964 (7).

Cet affrontement avec le camp communiste sert à asseoir la domination américaine. La possession quasi exclusive (hormis la France et la Grande-Bretagne) de l'armement nucléaire pose les Etats-Unis en suzerains des pays qu'ils protègent. La lutte contre la subversion permet une ingérence directe dans les affaires intérieures de leurs protégés et l'installation parfois de véritables protectorats comme au Sud-Vietnam.

Les avantages que tirent les Etats-Unis de cette domination politico-militaire ne sont pas seulement de prestige international mais aussi d'intérêt matériel. Les guerres, les ventes d'armes aux alliés, font vivre un tiers de l'industrie américaine, permettant de faire face à des récessions économiques

(5) Voir document n°5 : l'O.T.A.S.E.

(6) Voir document n°6 : De la course aux armements nucléaires à l'équilibre de la terreur.

(7) Voir document n°7 : L'engagement au Viet-Nam.

* Organisation de Coopération et de Développement Economique.

(1950), de résorber le chômage (guerre du Viet-Nam) de mettre en valeur certaines régions (Californie), de développer les techniques de pointe, de fournir du travail aux savants et aux techniciens, d'améliorer la productivité, d'accroître la production, de renforcer les pouvoirs du gouvernement et surtout de l'exécutif qui dirige les guerres et les alliances, distribue les crédits. Ainsi on aboutit à ce qu'Eisenhower a appelé le «complexe militaro-industriel». Par exemple, à l'époque de la guerre du Viet-Nam, l'armée emploie directement 3 500 000 soldats et 1 300 000 civils et indirectement 3 500 000 autres civils, soit au total 10 % de la population active. De ces dépenses dépendent le travail des ouvriers (d'où le soutien des syndicats), la prospérité de grandes entreprises comme Boeing ou General Electric, l'emploi du tiers de l'élite intellectuelle. En contrepartie les officiers en retraite trouvent des places dans les conseils d'administration.

Sur le plan des ventes d'armes, les Etats-Unis assurent 40 % du marché mondial (l'U.R.S.S. 30 %). S'y ajoutent les dépenses pour l'entretien des bases à l'étranger : 50 milliards de dollars de 1945 à 1970 pour 429 bases principales et 2 972 secondaires dans 119 pays.

— Le deuxième instrument de la domination politico-militaire, outre l'armée classique, est la C.I.A. Les services de renseignements ne dépendent pas du Pentagone mais du Conseil National de Sécurité, donc en fait du président lui-même. La C.I.A., d'abord chargée du renseignement seulement, fut dotée ultérieurement, avec le développement de la guerre froide, d'un service de subversion. Elle emploie 200 000 personnes et son budget a varié de 1 à 3 milliards de dollars. Il lui arrive d'intervenir directement de manière ponctuelle pour renverser, par exemple, le ministre nationaliste iranien Mossadegh en 1953, ou le leader progressiste du Guatemala Arbenz en 1954, pour tenter la même chose avec Castro en 1961 lors de l'expédition de la baie des Cochons), ou d'une manière constante lors des guerres civiles du Congo au lendemain de la décolonisation. Elle intervient le plus souvent indirectement en noyant et finançant des organisations internationales respectables (Institut international de Recherche du Travail, Conseil international des Eglises, Association internationale des Etudiants, etc) qui lui permettent d'affaiblir des alliés trop remuants en aidant leurs ennemis, ou d'essayer de prendre leur succession dans le cadre de l'après décolonisation (on peut citer comme exemple certains milieux étudiants d'Algérie, d'Angola, du Mozambique et d'Afrique du Sud). Enfin vis-à-vis du camp socialiste, la C.I.A. utilise les services secrets des alliés des Etats-Unis, pour le pénétrer : Chinois de Formose, Allemands de l'Ouest.-

b) Sur le plan économique

Si l'aspect politico-militaire est le plus visible, ce n'est pas le véritable fondement de l'empire américain : sa véritable nature est d'ordre économique et financier.

— La production économique des Etats-Unis écrase celle des autres pays. Si en 1945 elle représente la moitié de la production mondiale, en 1970 elle est

encore de l'ordre de 25 % contre 20 % pour l'U.R.S.S. et 20 % pour la C.E.E. Cependant dans le cadre d'une évolution pendant cette période, il convient de noter la permanence d'une forte production agricole (25 % de la production mondiale), instrument diplomatique dans les relations avec les pays de l'Est et les pays sous-développés, le déclin des industries traditionnelles (acier : 40 % de la production mondiale en 1945, 20 % en 1970 ; construction automobile (75% en 1950, 30 % en 1970) et la prépondérance écrasante dans les industries de pointe (astronautique et informatique surtout, aéronautique et nucléaire à un degré moindre). Cette supériorité technique trouve son expression dans la vente des brevets : l'Europe en achète pour 500 millions de dollars par an.

Premiers consommateurs mondiaux, les Etats-Unis ont longtemps détenu le premier rang mondial pour le commerce avant d'être supplantés par le Marché Commun. Mais compte tenu de richesses nationales nécessairement limitées aussi bien en hommes qu'en matières premières et en sources d'énergie, les Etats-Unis ont été amenés à exploiter à leur profit leur empire, afin de maintenir leur puissance. Le drainage des cerveaux fait partie de cette politique. Le phénomène existait déjà avant 1939 du fait des persécutions fascistes et nazies en Europe. Puis il y eut la capture des savants allemands en 1945. Depuis ils jouent, pour attirer les savants et les techniciens étrangers, sur les offres alléchantes : climat favorable à la recherche, laboratoires remarquablement équipés, documentation hors de pair, traitements élevés, débouchés assurés. Ce drainage touche aussi bien les Européens, dont 10 % des intellectuels vont s'installer aux Etats-Unis (un tiers des Britanniques) que les Asiatiques (80 % des étudiants qui obtiennent des bourses pour les U.S.A. y restent). Le résultat est qu'un tiers des savants américains sont d'origine étrangère.

— A ce tribut en hommes s'ajoute le pillage des richesses naturelles. Il s'agit pour les Etats-Unis d'épargner leur réserves nationales et d'obtenir de l'étranger ces produits à plus bas prix. Ainsi en 1960 les Etats-Unis absorbaient 60 % du pétrole, du caoutchouc, du fer et du papier produits dans le monde ainsi que 50 % des métaux non ferreux. En 1970, avec 5,5 % de la population mondiale ils consommaient encore 25 % des matières premières mondiales. Les principales victimes dans ce domaine sont les pays du continent américain, le Canada aussi bien que l'Amérique latine, ainsi que le Moyen-Orient. Ailleurs la pression est plus ponctuelle : ainsi en Afrique l'essentiel est tiré du Nigéria, du Libéria et de l'Afrique du Sud. Les bas prix sont obtenus par une politique de spéculation à la baisse des prix des matières premières et des sources d'énergie, et à la hausse des prix des produits manufacturés. La domination politique est utilisée pour maintenir à la tête des pays clients des gouvernements qui acceptent aussi bien ce pillage que le drainage des cerveaux.

— Les Etats-Unis évitent de voir leur marché intérieur envahi par leurs concurrents développés en pratiquant le protectionnisme. Ainsi leurs taxes à l'importation sont plus fortes en moyenne que celles pratiquées par la C.E.E. : 10% contre 6 %. Mais ils utilisent aussi d'autres moyens : le contingentement (20 % des importations le subissent), l'interdiction de toute importation pour certains

produits (les trois quarts des produits agricoles), critères de sécurité et d'hygiène, les préférences gouvernementales (l'armée n'achète que des armes dont l'acier est à 100 % américain) etc. Parallèlement, les Etats-Unis cherchent à conquérir les marchés extérieurs par une politique d'expansion commerciale en utilisant l'aide à l'exportation (subventions pour les produits agricoles, aide liée, dégrèvement d'impôts pour les produits exportés). Cependant l'implantation de filiales à l'étranger par les multinationales freine ce mouvement : dans les années 1970, les multinationales vendaient quatre fois plus de produits en Europe par leurs filiales installées dans la C.E.E., que par les exportations des entreprises-mères des U.S.A. Enfin l'O.C.D.E. qui a succédé en 1961 à l'O.E.C.E. (qui regroupait les pays européens bénéficiaires du plan Marshall), chargée de coordonner les politiques économiques nationales de la majeure partie des pays développés de l'empire, suit en fait les besoins de l'économie américaine.

Les obstacles à cette politique, présentés par le Japon et la C.E.E., n'ont été que péniblement levés. Ce n'est qu'en 1970 que le Japon a accepté d'abandonner partiellement son protectionnisme. Vis-à-vis de la C.E.E., Kennedy, Johnson puis Nixon se sont efforcés d'obtenir l'abaissement du tarif extérieur commun (8). Mais les résultats n'ont pas répondu aux espérances américaines : 35 % d'abaissement contre 50 % proposés par les Etats-Unis.

c) Sur le plan financier le dollar est la base de la puissance américaine. Le système monétaire international repose sur le dollar, monnaie de réserve servant au commerce mondial. La puissance économique des Etats-Unis en est la garantie. Si celle-ci s'effondre, le dollar suit, et avec lui le système monétaire et le commerce internationaux, mais aussi la capacité des U.S.A. de défendre le «monde libre». La possibilité de chantage est par conséquent considérable : leurs alliés doivent entretenir l'économie des Etats-Unis afin d'être en sécurité et de pouvoir rester prospères. Cette puissance du dollar est utilisée pour asseoir la domination américaine de deux manières. D'une part, elle est à la base des crédits distribués dans le monde, qui ont permis la renaissance de l'Europe et du Japon et qui constituaient la moitié de l'aide mondiale reçue par les pays sous-développés en 1960 (9). Ces crédits qui organisent la dépendance stimulent surtout l'économie américaine. D'autre part, cette puissance permet aux Américains d'investir dans les pays étrangers.

— Les causes de l'investissement américain sont multiples. La première est l'abondance des capitaux disponibles due à l'enrichissement intérieur et aux soldes positifs de la balance commerciale et de la balance des paiements, capitaux qui ne trouvent pas à s'employer aux Etats-Unis suréquipés. La politique d'inflation monétaire joue aussi un rôle : pour financer les programmes d'aide à l'étranger, les bases et les guerres, les gouvernements américains ont émis mas-

(8) Voir le document n° 8 : Le «Kennedy round»

(9) Voir le document n° 9 : L'aide américaine

sivement des dollars-papier afin de ne pas trop taxer les citoyens américains, en espérant que la dépendance des alliés à leur égard pousserait ceux-ci à ne pas réclamer le remboursement en or des dollars qui arriveraient entre leurs mains. Les meilleures conditions offertes à l'étranger attirent également ces investissements : abondance des richesses naturelles et /ou main d'oeuvre à bas prix dans les pays sous-développés ; dans le cas de la C.E.E., marché en expansion et ouvert, car il est plus facile de vendre des produits américains fabriqués sur place que de les exporter des Etats-Unis. Enfin les pays étrangers eux-mêmes en viennent à solliciter ces investissements, parce qu'ils constituent un apport de capitaux, parce qu'ils donnent la possibilité aussi de multiplier les emplois, et d'introduire des techniques de pointe, donc de se développer.

Le tiers de ces capitaux vient directement des Etats-Unis. Les deux cinquièmes sont empruntés à l'étranger. Le reste (23%) est constitué par des profits réinvestis sur place. La forme la plus répandue d'investissement est l'investissement direct qui prend la forme de l'implantation d'une filiale d'une multinationale. Ce type est passé de 7 milliards de dollars en 1946 à 78 milliards en 1970 (32 % en Europe, 29 % au Canada et 19 % en Amérique latine) (10) soit 61 % de l'investissement mondial à cette date. Avant 1950 les Américains étaient attirés par les mines et les plantations. Après cette date ils se sont orientés vers les services et les industries de transformation, plus rémunérateurs. C'est ainsi qu'en 1970 les entreprises des Etats-Unis et leurs filiales à l'étranger fabriquaient 70 % des machines-outils, 76 % des automobiles, 68 % de l'équipement électronique, 62 % des produits chimiques et extrayaient 73 % du pétrole de la planète. La nature de ces secteurs explique que l'emprise américaine soit surtout forte dans les pays développés qui constituent le coeur de l'empire. Le reste du monde (en dehors du Moyen-Orient à cause du pétrole) du fait de cette orientation ne présente qu'un intérêt secondaire pour les multinationales, alors que le gouvernement américain y voit les sources d'approvisionnement en matières premières indispensables à l'économie nationale.

— Les conséquences de ces investissements sont d'ordre politique, économique et financier. Sur le plan politique la préservation de ces investissements exige le maintien de régimes favorables au capitalisme dans les pays qui les reçoivent, et leur défense militaire contre l'expansionnisme soviétique. Sur les plans économique et financier la puissance des multinationales est énorme : en 1970 leur poids était de l'ordre de 200 milliards de dollars, soit l'équivalent du P.N.B. Le profit est à la même mesure : de 1950 à 1970, les Etats-Unis ont investi à l'étranger 115 milliards de dollars (dont 42, seulement, sortis des U.S.A.) qui ont rapporté 103 milliards de bénéfices dont 76 ont été rapatriés.

(10) Voir le document n° 10 : Les investissements directs des Etats-Unis en Amérique latine de 1929 à 1959.

* Programme d'investissements en Amérique latine de 20 milliards de dollars en 20 ans, fournis conjointement par les Etats-Unis et les Etats latino-américains.

Si l'on tente la synthèse de tous ces éléments qui ont conduit à l'impérialisme américain et qui le constituent, on aboutit à la description de l'empire à son apogée, puis sur la pente du déclin.

II — APOGEE ET DECLIN DE L'EMPIRE

A) *LES «PROVINCES» DE L'EMPIRE*

1 — L'Amérique latine

Il s'agit du domaine le plus ancien dont la domination a été amorcée dès la fin du XIX^{ème} siècle, mais qui devient intégrale seulement au cours de la deuxième guerre mondiale, après l'élimination des Européens. L'emprise économique y prend la forme de l'exploitation des matières premières (minerais non ferreux surtout), des sources d'énergie (pétrole), de la culture et de l'importation de denrées alimentaires tropicales (sucre et bananes par exemple). Le marché latino-américain des produits de consommation courante est de faible ampleur à cause du très bas pouvoir d'achat des masses. Par contre le marché des biens d'équipement est plus intéressant, du fait du désir de développement par l'industrialisation des pays d'Amérique latine. L'imitation par bon nombre de ces pays du «modèle brésilien», le début de décollage économique du Venezuela et du Mexique, l'Alliance pour le Progrès enfin, poussent ou ont poussé aux investissements directs. Dans ces conditions à la défense de l'ordre américain au nom de la doctrine Monroe, s'est ajoutée celle des intérêts américains. L'intégration politique dans l'O.E.A. (Organisation des Etats Américains), la défense militaire commune, les interventions de la C.I.A. pour éliminer les régimes hostiles aux Etats-Unis, l'installation de dictatures personnelles dévouées à ces intérêts dans les petits pays (Somoza au Nicaragua, Batista à Cuba, Trujillo à Saint-Domingue) et de régimes de sécurité nationale dans les grands (Brésil, Chili, etc.), en ont découlé. Comme la révolution cubaine avait montré le danger d'une domination trop étroite et trop égoïste, l'Alliance pour le Progrès fut une première réponse. Celle-ci ayant été jugée trop aléatoire par les successeurs de Kennedy, l'utilisation de la violence indirecte par l'intermédiaire de dictatures de militaires formés aux Etats-Unis a paru, jusqu'à la présidence de Carter, préférable. Ici l'impérialisme est sans fard, surtout d'ordre politico-économique et peu culturel.

2 — L'Europe occidentale

La domination de ce continent est le résultat de la deuxième guerre mondiale qui l'a ruiné et de la guerre froide qui lui a fait craindre une domination soviétique. A l'origine l'emprise américaine était d'ordre idéologique, politique et militaire. Puis d'autres éléments s'y ajoutèrent progressivement. L'Europe occidentale se révéla très ouverte à la culture américaine. Elle offrait un débouché privilégié pour les exportations américaines. Elle reste un réservoir inépuisable de cerveaux. Avec son relèvement économique et la constitution du

Marché Commun elle devint la rivale des Etats-Unis mais également le champ d'action privilégié des multinationales à qui elle offrait un marché débarrassé des barrières douanières à l'échelle d'un continent, une main-d'oeuvre qualifiée et d'abondants capitaux disponibles. Sur les plans politique et militaire seule la France, depuis la présidence de De Gaulle, a montré à l'égard des Etats-Unis une certaine indépendance. Mais les autres pays européens sont restés fidèles à l'alliance atlantique.

3 — Le « Commonwealth américain »

La Grande-Bretagne ayant perdu sa prééminence mondiale, ses dominions blancs se sont tournés progressivement vers les Etats-Unis à partir de la deuxième guerre mondiale.

Le Canada, en particulier, paraissait disposé à être incorporé aux Etats-Unis ; peu peuplé partageant avec les U S A une frontière de 8000 kilomètres en grande partie artificielle, n'ayant pas de réelle unité nationale (Ontario anglais, Québec français, Ouest mêlé), il a vu naître, en outre, un séparatisme québécois. La puissance économique des Etats-Unis y est prépondérante : les Américains y possèdent la moitié des gisements miniers et des usines (80 % des constructions mécaniques). A cela s'ajoute l'exemple du mode de vie et l'influence culturelle des métropoles du nord des Etats-Unis, Boston, Chicago, San Francisco. Des immigrants canadiens se sont installés par centaines de milliers dans l'est des U S A. Enfin le Canada est totalement intégré sur le plan militaire dans le cadre du North American Defense Command (NORAD). Si les deux tiers des Canadiens semblent favorables à une intégration économique avec les Etats-Unis, par contre deux tiers sont opposés à l'intégration politique : les Anglophones par crainte d'une invasion des Noirs américains, les Québécois par refus de se diluer dans une énorme masse « yankee ».

— L'Australie et la Nouvelle — Zélande se sont peuplées de la même manière que les Etats-Unis et ont adopté très vite une mentalité semblable, hostile au mode de vie européen : leurs sociétés sont par certains aspects égalitaires mais aussi racistes (anti-asiatiques) et le sentiment national s'est fortement développé au XXème siècle face à la menace japonaise. Au cours de la deuxième guerre mondiale, la puissance britannique s'effondrant sous les coups du Japon, et les Etats-Unis leur apparurent comme leur protecteur naturel. Aussi depuis cette époque ces deux pays se sont alignés sur les plans politique et militaire (O T A S E) sur les Etats-Unis. Parallèlement l'américanisation s'est développée : abandon de la livre au profit du dollar, étudiants dans les universités américaines... Quant aux investissements américains, ils n'ont afflué qu'au cours des années 1960 : 400 millions de dollars en 1957, 2 milliards en 1968. Là également, l'intégration politique se heurte à la possibilité de l'immigration noire en provenance des Etats-Unis.

4 — L'héritage japonais

Les Japonais avaient élaboré dès le XIXème siècle un programme d'expansion en Asie, visant à la domination de la côte orientale de ce continent et de

l'Asie du Sud-Est après l'élimination des Occidentaux. Ils appliquèrent cette politique au cours de la deuxième guerre mondiale. Les Américains, étant les principaux vainqueurs du Japon, en profitèrent pour mettre la main sur le pays et ses dépendances immédiates (Corée du Sud, Formose) et reprirent sa politique de liquidation de la présence européenne qui aboutit vers le milieu des années 1950. Le but des Américains n'était pas seulement de dominer et d'exploiter économiquement cette partie du monde, mais encore de l'américaniser en se fondant sur l'exemple des îles Hawaï. Le Japon en fut la première victime sous la coupe de Mac Arthur, dès le lendemain de la deuxième guerre mondiale. Il resta fidèle à ce modèle et à l'alliance américaine parce que les Américains lui assuraient, outre la sécurité militaire, le marché du Sud-Est asiatique en plus de celui des Etats-Unis (le Japon réalise les deux tiers de son commerce avec ces deux zones). Dans cette région, les communistes se firent les porte-drapeaux de la lutte contre la domination américaine. Cette identification entre le communisme et le nationalisme fit le jeu des Etats-Unis, leur donnant le prétexte à des interventions directes (Corée, Viet-Nam) au nom de la croisade pour la liberté. Sur les plans économique et culturel, les Américains utilisent le relais de l'exemple des Japonais qui diffusent un modèle parfait d'Asiatiques adaptés à la civilisation américaine.

5 — Les marges de l'empire

Ces marges se trouvent en Asie du Sud et de l'Ouest, et en Afrique, zones où l'on rencontre le plus de pays neutralistes. Sur ces zones, les Américains ont des visées essentiellement économiques. Sur le plan politique l'intervention est ponctuelle et rarement directe. Les Etats-Unis s'efforcent de contrer les influences soviétiques et de conserver le maximum de pays favorables au camp occidental. En Afrique s'ils s'appuient sur le relais de leurs alliés européens, anciennes métropoles coloniales dont l'influence sur le pays indépendants reste encore relativement importante, pour faire respecter l'ordre occidental. Quelques pays sont davantage pénétrés plus directement : d'abord, les pays indépendants avant la décolonisation des années 1950 et 1960 (Libéria, Ethiopie, Afrique du Sud) puis après celle-ci, certains pays anglophones particulièrement riches (Kenya, Nigéria). En Asie du Sud jouant sur la triple rivalité sino-indo-pakistanaise, ils ont obtenu l'appui du Pakistan. Au Moyen-Orient, l'Iran, depuis le coup d'Etat contre Mossadegh jusqu'à la chute du Shah, est resté leur fidèle allié. Avec les pays arabes, leurs rapports sont empoisonnés par la question israélienne. Cependant la défense des régimes conservateurs contre les visées des progressistes est un facteur d'entente avec certains d'entre-eux, surtout les gros producteurs-exportateurs de pétrole de la péninsule arabique.

B) LA CRISE

A partir du milieu des années 1960, les Etats-Unis se trouvent confrontés à une série de problèmes qui vont remettre en question leur puissance et la solidité de leur emprise impériale. La crise est généralisée : elle présente des aspects à la fois extérieurs et intérieurs.

1 – La crise externe

Le point de départ de cette crise est la guerre du Viet-Nam. En effet, celle-ci est l'aboutissement du type de domination adopté par les Américains : au nom de l'anticommunisme, ils combattent au Viet-Nam pour défendre leur empire asiatique. Cette guerre, est, en outre, un test pour l'ensemble des alliés, clients et vassaux, sur la capacité de domination des Etats-Unis. Or au Viet-Nam ils n'affrontent pas le seul peuple vietnamien mais le peuple vietnamien soutenu par l'ensemble du camp communiste. Dès lors la supériorité matérielle qui assurait la domination des Etats-Unis se trouve contrée par une puissance matérielle équivalente, et donc neutralisée. La victoire n'est plus possible mais la défaite, à cause de ses conséquences psychologiques dans l'empire, est inacceptable. Devant cette contradiction le président Johnson préfère abdiquer ses responsabilités en ne se représentant pas aux élections présidentielles de 1968, laissant à son successeur le soin de trouver la solution. Aux yeux du monde entier, pour la première fois les Etats-Unis sont mis en échec et l'opinion mondiale s'interroge, dès lors, si ce n'est pas l'amorce d'un déclin de la puissance américaine.

Or, parallèlement à cet échec, les Etats-Unis voient leur hégémonie contestée sur les plans militaire, politique, économique et monétaire.

Sur le plan militaire les Soviétiques, au cours des années 1960, ont cherché à se doter d'une puissance égale à celle des Etats-Unis. Par un effort tenace et au prix de son développement économique (13 à 15 % du P.N.B. consacré à la Défense) l'U.R.S.S. est parvenue à égaler la puissance militaire des U.S.A., puis a tendu à la dépasser au cours des années 1970 (11). Johnson, obsédé par la guerre du Viet-Nam, contraint de choisir entre la poursuite de la course aux armements ou la négociation, choisit cette dernière solution, dont le but avoué est de reconnaître l'équilibre stratégique entre les deux supergrands : c'est l'abandon officiel par les Etats-Unis de leur suprématie dans ce domaine.

— Sur le plan politique Kennedy et surtout Johnson se heurtent à la volonté d'indépendance de De Gaulle, qui retire la France de l'organisation militaire de l'O.T.A.N., attaque ostensiblement l'impérialisme américain, prenant le parti des adversaires des Etats-Unis, et se rapproche de l'U.R.S.S. et de la Chine. Le Tiers Monde concentre ses assauts contre l'impérialisme américain ; certains pays sollicitent ouvertement l'aide du camp communiste et surtout de l'Union Soviétique : l'Inde, l'Egypte, sans parler de Cuba.

— Sur le plan économique et monétaire les rivaux des Etats-Unis sont l'Europe et le Japon. Le Japon connaît une croissance de 10 % par an ; l'Europe suit à 5 % tandis que les U.S.A. stagnent à 2,5 % au cours des années

(11) Voir document n° 11 : Rapport de forces U.R.S.S. — U.S.A.

1960. La production de ces rivaux finit par égaler celle des Etats-Unis à la fin de cette décennie. Sur le plan technique on constate le même rattrapage et parfois même un dépassement (concorde, filière nucléaires). Sur le plan de la recherche de matières premières, sources d'énergie et débouchés, ces rivaux tentent avec succès de reprendre pied en Amérique latine. Sur le plan commercial les Etats-Unis sont dépassés par la C.E.E. Leur balance finit par être déficitaire. Ils sont envahis par les produits manufacturés des Européens et des Japonais et contraints de solliciter une limitation volontaire des exportations de ceux-ci à partir de 1968. Les Européens en viennent même à investir aux Etats-Unis (25 milliards de dollars en 1971) et leurs multinationales y installent des filiales. Face aux émissions massives de dollars De Gaulle lance l'attaque en réclamant l'échange des dollars détenus par la France contre de l'or américain. Dès lors la confiance dans le dollar est sapée.

2 – La crise interne

Pour comprendre l'impact de la crise interne sur l'évolution de l'empire, il faut rappeler que les Américains l'ont bâti avec une bonne conscience. Cette conscience était bonne parce que les Américains étaient persuadés qu'ils avaient la meilleure civilisation, les meilleures institutions et que leur réussite était la preuve de cette excellence ; et cette excellence les prédestinait à conduire le monde et à le modeler à leur image. La « destinée manifeste » était la volonté de Dieu. La remise en question de leur civilisation et de leurs institutions ne peut qu'ébranler cette foi, et par là, c'était l'idéologie impériale tout entière qui était contestée.

— Or, précisément, la fin des années 1960 voit cette mise en cause de leur civilisation. La société d'abondance apparaît comme une société de consommation : l'individu a l'impression d'être conditionné par les maîtres de l'économie pour être amené à consommer sans cesse et à outrance. Il prend alors conscience d'une atteinte à sa liberté. D'autre part, ce type de société le pousse à un matérialisme absolu, à la perte des valeurs morales traditionnelles héritées du puritanisme : sens de l'épargne, du travail et de l'austérité purificatrice. La croyance en Dieu vacille parce que pour les Américains le comportement quotidien est la première manifestation de la religion, avant les croyances proprement dites.

Cette société engendre des nuisances qui sont le résultat du gaspillage : épuisement des ressources naturelles, pollution, travail mécanisé qui fait de l'homme le serviteur d'une machine de plus en plus incompréhensible. Par ailleurs, le développement de la société d'abondance rend plus inacceptable le problème de la pauvreté qui frappe une minorité d'Américains (13,4 % en 1969) et pousse ces parias à se révolter contre cette injustice sociale. Or ce problème de la pauvreté se double d'un problème racial, car si 10 % des Blancs sont pauvres, ce sont 30 % des Noirs qui le sont, et pratiquement ce dernier pourcentage se retrouve pour toutes les minorités raciales. A cela s'ajoute le chômage qui touche 6 % de la population active. Celui-ci résulte de la conjoncture des

années 1960, mais aussi du développement de l'automation et de la politique des multinationales qui ferment des entreprises aux Etats-Unis, pour ouvrir des filiales dans les pays où les ouvriers sont peu revendicatifs et acceptent des bas salaires. Le chômage se répercute sur le problème racial puisqu'on licencie d'abord les hommes de couleur. A l'inflation, résultat de la politique monétaire du gouvernement, des dépenses militaires, du ralentissement de la productivité, des difficultés d'exportation et des revendications des syndicats, s'ajoute la hausse des prix. Cette conjonction du chômage et de l'inflation produit la stagnation.

— Cette crise va se traduire par plusieurs phénomènes. Les uns choisissent l'abandon, la recherche de l'oubli par le recours à la drogue (10 % des Américains en 1969). Les autres se laissent gagner par la révolte qui prend différentes formes : révolte contre la morale puritaine (pornographie, agressivité défoulée — la criminalité double entre 1960 et 1968), révolte des consommateurs (menés par Nader), révolte contre la phallocratie (mouvement féministe). Ces révoltes disparates tendent à se regrouper chez les jeunes à travers le phénomène de la contestation (agitation universitaire, mouvement hippy) et chez les minorités raciales par les émeutes et la violence dirigée contre les WASP*. Chez tous on aboutit en définitive au rejet de la civilisation américaine et de ses valeurs. Or ce rejet a une conséquence immédiate pour l'empire : c'est le refus d'aller se battre au Viet-Nam, ou le fait de s'y battre mollement et à contre coeur, c'est surtout la dénonciation par les Américains de l'impérialisme américain et son rejet. La majorité d'entre eux (c'est-à-dire les adultes blancs) contestée ainsi de l'intérieur et confrontée à l'échec de la guerre du Viet-Nam, sombre alors dans la mauvaise conscience (12).

Le peuple américain a perdu le ressort qui sous-tendait l'impérialisme : les gouvernements successifs, après Johnson, sont obligés d'enregistrer ce phénomène et d'élaborer une politique de repli.

3 — La tentative de stabilisation de Nixon

Nixon, candidat républicain aux élections présidentielles de 1968, est élu par ceux qu'il appellera la «majorité silencieuse», c'est-à-dire en général les adultes blancs des classes moyennes et inférieures ainsi que les hommes de couleur appartenant à la bourgeoisie. Cette majorité silencieuse a élu Nixon parce qu'elle ne pardonne pas aux Démocrates, non pas d'avoir fait la guerre au Viet-Nam, mais de ne pas l'avoir gagnée : Nixon a promis de sortir les Etats-Unis de ce guépier «dans l'honneur». Elle l'a élu également parce qu'il a promis de rétablir la loi et l'ordre contre tous les révoltés et contestataires. Elle l'a élu enfin parce qu'il a promis de rétablir la puissance américaine. Sa politique extérieure, orchestrée par Henry Kissinger, peut être divisée en trois volets complémentaires.

(12) Voir document n° 13 : Les Américains face à la guerre du Viet-Nam.

* White Anglo-Saxon Protestants.

a) L'exploitation des contradictions du camp communiste

Nixon espère régler le problème du Viet-Nam en jouant sur la rivalité sino-soviétique. Au Viet-Nam même il poursuit la guerre en «vietnamisant» le conflit (aux soldats américains il substitue progressivement des soldats sud-vietnamiens, ce qui permet le «jaunissement des cadavres») et en désengageant parallèlement l'armée américaine qui par ailleurs abandonne la conscription pour la remplacer par le volontariat, ce qui désamorce en grande partie la contestation intérieure. Etant moins pressé, il peut faire durer les négociations avec les Vietnamiens afin de les lasser à leur tour. Il espère surtout que l'U.R.S.S. et la Chine feront pression sur eux Vietnamiens pour qu'ils acceptent un règlement honorable pour les Etats-Unis. C'est dans cette perspective que s'explique la double ouverture vers la Chine (1971-1972) et vers l'U.R.S.S. (Accords SALT I, triplement des échanges commerciaux en 1972, dont la livraison de 100 millions de quintaux de blé) : les Etats-Unis se placent en position d'arbitre dans le conflit sino-soviétique. Voyant ces bons rapports des Etats-Unis avec leurs protecteurs et leur échec militaire (offensive du printemps 1972) les Nord-Vietnamiens et leurs alliés du Sud acceptent de signer les accords de Paris en 1973.

b) Souplesse sur les marges de l'empire

Au Moyen-Orient les Etats-Unis continuent à soutenir Israël mais d'une manière moins systématique, afin de se rapprocher des pays conservateurs arabes : d'où la «politique des petits pas» de Kissinger après la guerre israélo-arabe de 1973. Le but est d'obtenir des concessions d'Israël afin de gagner l'amitié des pays arabes. Certains, comme l'Egypte, l'Arabie séoudite et les émirats du golfe persique s'y prêtent et finalement s'engagent dans le camp américain : expulsion des Soviétiques d'Egypte, vente d'armes américaines, placement des pétro-dollars dans les banques américaines. En Asie du Sud le soutien au Pakistan dans la guerre avec l'Inde à propos du sort du futur Bangla Desh (1971) est purement diplomatique et n'empêche pas la défaite de cet allié. En Afrique le maintien du statu quo, en dépit de la décolonisation de l'empire portugais, leur fait négliger, comme toujours, ce continent.

c) Le renforcement de la domination sur le coeur de l'empire

— Sur le plan monétaire Nixon déclare d'abord, en 1971, le dollar inconvertible, ce qui marque un premier recul, puis il se décide à le dévaluer en 1973, ce qui permet le rétablissement du commerce extérieur. Il obtient en outre le flottement généralisé des monnaies et la démonétisation de l'or (conférence de la Jamaïque), ainsi que la réévaluation des monnaies fortes du Japon et de la R.F.A. Le système monétaire mondial subsiste, en dehors de ces modifications, et le dollar reste la monnaie du commerce international, ce qui permet aux Etats-Unis de financer leur politique extérieure et de payer leurs achats avec du papier (13).

(13) Voir document n° 12 : Les D.T.S.

La crise de l'énergie, à partir de 1973, frappe directement les rivaux européens et japonais des Etats-Unis et revalorise les gisements américains. Les Américains profitent de l'occasion pour créer l'Agence Internationale de l'Energie, qui regroupe la plupart des pays industrialisés du camp occidental et dont ils prennent la tête. La crise économique qui frappe leurs rivaux à partir de 1974, résultat de l'inflation américaine et de la hausse des prix du pétrole, affaiblit la concurrence dont souffraient les Etats-Unis et rend leurs alliés plus dociles. Ainsi la France, qui a élu Valéry Giscard d'Estaing en 1974, assouplit sa politique envers son grand allié et maintient l'ordre occidental en Afrique, dans la mesure de ses moyens. La C.E.E. (de plus en plus dominée par une Allemagne fermement pro-américaine, et qui parvient à surmonter la crise alors que les autres pays européens s'y enfoncent), ainsi que le Japon acceptent de limiter leurs exportations vers les Etats-Unis et de s'ouvrir plus largement aux investissements américains.

En Amérique latine, les sentiments anti-américains qui voient le jour sont brisés par la force, par l'établissement de régimes de sécurité nationale à la suite de coups d'Etat militaires comme au Chili en 1973 (14). Le prototype de ces nouveaux régimes reste le Brésil dont l'expansion économique est soigneusement entretenue, afin qu'il puisse demeurer le relais de la domination américaine dans cette partie du monde.

C) LE DECLIN

1 — Les conséquences du «Watergate»

Cette tentative de restauration s'effondre à la suite de l'affaire du Watergate. L'impérialisme américain avait été conduit depuis Roosevelt par la présidence des Etats-Unis. La force de cette institution était celle de l'impérialisme (15). L'affaire du Watergate entraîne une remise en question de l'interprétation faite par les différents présidents, de Roosevelt à Nixon, de la fonction présidentielle. Le pouvoir présidentiel sort affaibli de cet affrontement avec les media et le Congrès. Ce dernier, tenté par l'isolationnisme depuis la fin de la guerre du Viet-Nam, en profite pour imposer ses vues aux successeurs de Nixon. L'affaire du Watergate fait craindre, désormais, les fortes personnalités ; aussi des hommes honnêtes, mais médiocres politiques, se succèdent à cette fonction (Ford, Carter). Cette semi-paralysie de l'exécutif freine les initiatives des habiles conseillers (Kissinger, Brzezinski) dont pourtant ils s'entourent. Quant à la majorité silencieuse, qui avait fait la force de Nixon, écoeurée, elle se détourne de la vie politique, s'abstenant massivement à l'élection présidentielle de 1976, s'enfonce dans un conservatisme de plus en plus radical et se désintéresse du destin de l'empire. Ce déclin de la «présidence impériale» va être exploité par les adversaires des Etats-Unis.

(14) Voir document n°14 : Le problème chilien

(15) Voir document n° 16 : La présidence impériale

2 — L'offensive du camp soviétique et l'émancipation du Tiers Monde

En Asie du Sud-Est, sentant les Etats-Unis paralysés, les communistes liquident, en 1975, les régimes clients de Thien (Sud-Viet-Nam) et Lon Nol (Cambodge). L'absence de réaction américaine entraîne la désaffection des alliés des Etats-Unis : l'O T A S E est dissoute en 1975 ; les nations du Sud-Est asiatique se regroupent hors de la tutelle américaine dans l'A S E A N (Association des Nations du Sud-Est Asiatique) et se rapprochent des grandes puissances d'Extrême-Orient (Chine, Japon). Pour contrecarrer cet échec, les Etats-Unis sont contraints d'exploiter la carte chinoise : abandonnant Formose, Carter en vient à reconnaître la Chine communiste (1978). Au Moyen-Orient s'avérant incapables de soutenir le Shah d'Iran, les Etats-Unis voient fondre les sympathies des gouvernements arabes conservateurs qui commencent à douter de leurs capacités à les protéger. Dans cette perspective, ils sont obligés de faire pression sur Israël pour satisfaire l'Egypte, leur dernier grand allié de la région (Accords de Camp David, 1978).

En Afrique, les Etats-Unis laissent intervenir librement Soviétiques et leurs alliés Cubains qui parviennent à rallier à leur camp un certain nombre de pays (Ethiopie, Angola). Afin de ne pas aliéner le reste de ce continent ils sont contraints également de ne plus soutenir ouvertement le régime raciste d'Afrique du Sud.

En Amérique latine les Etats-Unis sont amenés à multiplier les concessions : ils laissent le Mexique et le Venezuela développer le Système Economique Latino-Américain qui favorise les entreprises proprement latino-américaines et les regroupements économiques régionaux ; l'O E A fait reconnaître à chaque Etat le droit de lever les sanctions économiques prises contre Cuba avec lequel les Etats-Unis, eux-mêmes, assouplissent leurs relations ; ils abandonnent un de leurs plus fidèles clients à son sort : Somoza est abattu par les Sandinistes qui s'emparent du pouvoir au Nicaragua (1979).

Cependant cette série d'échecs spectaculaires ne doit pas être surestimée.

3 — Permanence de la puissance américaine

Les Etats-Unis restent, et de loin, la première puissance économique de la planète. Ses ressources nationales considérables et son avance dans les technologies de pointe lui fournissent d'importants atouts pour affronter la crise économique, qui ne les a pour le moment qu'effleurés. Surtout ses rivaux actuels ou potentiels ne sont pas de taille à lui ravir sa prééminence. L'Europe ne semble pas prête à sortir de la crise économique et ses tentatives d'intégration piétinent. Le Japon reste politiquement et militairement dépendant des Etats-Unis et son économie demeure à la merci d'approvisionnements énergétiques fragiles. L'économie soviétique continue à stagner. La Chine n'espère se développer que dans vingt ans. Quant aux puissances économiques du Tiers Monde (Brésil, Mexique, Venezuela, Nigéria, Inde...) elles ne peuvent aspirer, pour l'instant, qu'à une puissance moyenne.

Sur le plan politique, la rivalité entre l'U.R.S.S. et la Chine subsiste et tend à s'accroître, ce qui renforce la position d'arbitre des Etats-Unis. Le Tiers Monde reste divisé et les clients des Etats-Unis y sont encore nombreux. Sur le plan militaire le potentiel économique et l'avance technologique permettraient, à tout instant, aux Etats-Unis de reprendre leur avantage sur l'U.R.S.S.

Sur le plan psychologique, si la volonté d'hégémonie du peuple américain semble avoir été brisée d'une manière irréversible et si son vieillissement l'amène à conserver beaucoup plus qu'à reprendre et surtout qu'à entreprendre, néanmoins les dernières poussées de l'expansionnisme des Soviétiques (développement de leur puissance militaire en Europe, occupation de l'Afghanistan) et les humiliations infligées par les Iraniens (affaire des otages de Téhéran) paraissent l'avoir sorti de sa torpeur.

La multiplication des crises internationales risque de redonner à la présidence une plus grande liberté, lui rendre son prestige, et orienter les choix nationaux vers des personnalités plus vigoureuses.

L'élection de Ronald Reagan en novembre 1980 semble le montrer. En effet, ce Républicain de droite s'est fait élire sur un programme visant à restaurer, sur tous les plans, la puissance américaine.

DOCUMENTS

Au lendemain des guerres menées par les peuples d'Amérique latine pour se débarrasser de la tutelle coloniale espagnole, devant la menace d'une intervention armée de l'Europe de la Sainte-Alliance pour rétablir le statu quo en faveur de la métropole, le président Monroë est amené à définir d'une manière globale la position des Etats-Unis sur l'émancipation du continent américain.

«...Nous avons estimé que l'occasion était favorable pour affirmer comme un principe dans le maintien duquel les droits et les intérêts des Etats-Unis sont engagés que les deux continents américains en vertu de la liberté et de l'indépendance qu'ils ont acquises et qu'ils maintiennent ne peuvent être considérés comme ouverts à une future colonisation qui serait le fait d'une quelconque puissance européenne...

...Nous avons toujours suivi avec attention et avec anxiété les événements qui se déroulent dans cette partie du monde avec laquelle nous avons de si nombreux rapports et de laquelle nous tenons notre origine. Les citoyens des Etats-Unis nourrissent les sentiments les plus vifs en faveur de la liberté et du bonheur de leurs semblables d'outre-Atlantique. Nous ne sommes jamais intervenus dans les conflits entre les nations européennes lorsqu'il s'agissait d'affaires les concernant, et il n'est pas dans nos intentions de le faire. Ce n'est que si nos droits étaient mis en question et sérieusement menacés, que nous serions irrités et que nous envisagerons de nous défendre.

Nous sommes, par nécessité, plus attentifs aux événements qui se produisent dans notre hémisphère, pour des raisons qui s'imposent certainement à tout observateur éclairé et impartial. La politique des puissances alliées, c'est-à-dire de la Sainte-Alliance, diffère essentiellement de celle de l'Amérique dans ce domaine. Cette différence procède de celle qui sépare leurs gouvernements respectifs... Par conséquent nous devons à la vérité et aux relations amicales qui existent entre les Etats-Unis et ces puissances, de déclarer que nous considérerions toute tentative de leur part pour étendre leur politique à n'importe quel endroit de ce continent, comme dangereuse pour notre pays et pour notre sécurité. En ce qui concerne les colonies existantes ou les dépendances de puissances européennes, nous ne sommes pas intervenus et nous n'interviendrons pas...

Il est impossible que les puissances alliées imposent leur système politique à une quelconque partie du continent des deux Amériques sans mettre en danger notre paix et notre bonheur... Il est également impossible par conséquent, que nous restions indifférents à une telle intervention, sous quelque forme qu'elle puisse se produire...»

*Premier message annuel du président
Monroë au Congrès des Etats-Unis,
décembre 1823.*

DOCUMENT N° 2 : LES ETATS-UNIS ET L'AMERIQUE CENTRALE

« En Amérique centrale notre but a été d'aider des pays comme le Nicaragua et le Honduras à se tirer d'affaire eux-mêmes. Ils sont les bénéficiaires immédiats.

Le bénéfice des Etats-Unis est double.

D'abord, il est évident que la doctrine de Monroë est bien plus vitale dans le voisinage du canal de Panama et la zone des Caraïbes que n'importe où ailleurs. Là aussi, le maintien de cette doctrine pèse plus lourdement sur les Etats-Unis. Il est donc essentiel que les pays sis à l'intérieur de cette sphère soient débarrassés du risque implicite par leur lourde dette vis-à-vis de l'étranger et par leurs finances chaotiques, et du danger toujours présent de complications internationales dues au désordre intérieur. Jusqu'ici les Etats-Unis ont été heureux d'encourager et de soutenir les banquiers américains désireux de prêter une main secourable à l'assainissement des finances de ces pays, parce que cet assainissement et la protection de leurs douanes, pour leur éviter de devenir la proie de prétendus dictateurs, effaceraient d'un trait la menace de créanciers étrangers et la menace de désordre révolutionnaire.

Le second avantage pour les Etats-Unis concerne principalement tous les ports du Sud et du Golfe (du Mexique) ainsi que les affaires et l'industrie au Sud. Les Républiques de l'Amérique centrale et les Caraïbes possèdent de grandes richesses naturelles. Elles n'ont besoin que de mesures de stabilité et de moyens de redressement financier pour entrer dans une ère de paix et de prospérité, leur apportant profit et bonheur et créant en même temps des conditions les conduisant sûrement à des échanges commerciaux florissants avec ce pays.

Je désire attirer spécialement votre attention sur les récents incidents au Nicaragua (1), car je crois que les terribles événements enregistrés là-bas pendant la révolution de l'été dernier, les pertes inutiles de vies, les dévastations de propriétés, le bombardement de cités sans défense, la tuerie, l'assassinat

(1) En 1909 un gouvernement dictatorial, favorable à l'Angleterre, fut renversé grâce à l'aide des Etats-Unis. Mais le Nicaragua sombra dans l'anarchie, si bien qu'en 1912 une force armée américaine dut s'y installer ; cette occupation devait durer jusqu'en 1933.

des femmes et d'enfants, les blessures qui leur ont été infligées, les tortures de non-combattants pour leur extorquer des rançons et la souffrance de milliers d'être humains auraient pu être évités, si le département d'Etat, grâce à l'approbation par le Sénat de l'accord de prêt, avait eu la possibilité d'appliquer la politique, actuellement bien mise en œuvre, qui tend à encourager l'extension de l'aide financière aux Etats faibles de l'Amérique centrale, avec comme premiers objectifs d'éviter justement de telles révolutions en aidant ces républiques à établir leurs finances, à établir leur monnaie sur une base stable, à éloigner des douanes le danger de révolutions en prenant des dispositions pour la sécurité de leur administration et à établir des banques dignes de confiance...».

*Déclaration du président Taft,
4ème message annuel au Congrès,
3 décembre 1912.*

DOCUMENT N° 3 : LE PRINCIPE DE LA PORTE OUVERTE EN CHINE

A la suite de la conférence de Washington (novembre 1921-février 1922), les neuf participants (Etats-Unis, Empire britannique, Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Japon et Chine) signèrent, entre autres accords, celui relatif au «principe de la porte ouverte en Chine», par lequel le Japon abandonnait ses prétentions à imposer un protectorat de fait à la Chine.

I. Les signataires, autres que la Chine, s'engagent :

1/ à respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ;

2/ à fournir à la Chine tous les moyens d'établir et maintenir un gouvernement stable et efficace ;

3/ à utiliser leur influence pour établir et préserver pour le commerce et l'industrie de toutes les nations, d'un bout à l'autre du territoire chinois, le principe de l'égalité dans leurs possibilités d'action ;

4/ à s'abstenir de profiter de certaines situations pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux qui restreindraient les droits de sujets ou citoyens d'Etats amis, et d'encourager des actions qui porteraient préjudice à la sécurité desdits Etats.

II. Les signataires s'engagent à ne conclure aucun traité, accord ou entente, soit entre eux, soit, individuellement ou collectivement, avec toute autre puissance, qui porterait atteinte aux principes exposés dans l'article I.

III. En vue d'appliquer effectivement les principes de la porte ouverte ou de l'égalité des chances en Chine pour le commerce et l'industrie de toutes les nations, les signataires, autres que la Chine, s'engagent à ne pas soutenir leurs ressortissants respectifs en cherchant :

a) un accord qui pourrait viser à établir en faveur de leurs intérêts une supériorité générale des droits en ce qui concerne le développement commercial ou économique d'une région particulière de la Chine ;

b) un monopole ou une préférence quelconque qui priverait les ressortissants de toute autre puissance du droit d'entreprendre un commerce ou une industrie en Chine...

V. La Chine s'engage, sur tout son réseau ferroviaire, à n'exercer ou ne permettre aucune discrimination déloyale d'aucune sorte...

DOCUMENT N° 4 : LE PLAN MARSHALL

A la suite du discours du secrétaire d'Etat américain Marshall, prononcé à Harvard le 5 juin 1947, les Etats d'Europe occidentale acceptèrent l'aide des Etats-Unis pour reconstruire leur économie. Cette acceptation permit l'élaboration de la «Loi d'aide à l'étranger» du 3 avril 1948, dont est reproduit ici un extrait du préambule.

Reconnaissant les relations étroites, économiques et autres, qui existent entre les Etats-Unis et les nations européennes, et reconnaissant que les bouleversements entraînés par la guerre ne sont pas circonscrits aux frontières nationales, le Congrès estime que la situation actuelle de l'Europe met en danger l'établissement d'une paix durable, le bien-être général et l'intérêt national des Etats-Unis, ainsi que la possibilité d'atteindre les objectifs des Nations Unies. Le rétablissement ou le maintien, dans les pays européens, des principes de liberté individuelle, de libres institutions et d'une véritable indépendance, repose en grande partie sur l'établissement de conditions économiques saines, de relations économiques internationales stables, et sur la réalisation, par les pays européens, d'une économie prospère, indépendante de toute aide extérieure de caractère exceptionnel. Atteindre ces objectifs exige un plan de relèvement européen, ouvert à toutes les nations qui y coopèrent et basé sur de vigoureux efforts de production, sur le développement du commerce avec l'étranger, sur l'instauration et le maintien de la stabilité financière intérieure, et sur le développement d'une coopération économique, comportant toutes les mesures possibles pour établir et maintenir des taux de change équitables et amener la suppression progressive des barrières douanières. Conscient des avantages dont les Etats-Unis ont joui grâce à l'existence d'un important marché intérieur sans barrières douanières internes, et croyant que des avantages analogues peuvent échoir aux pays d'Europe, le Congrès déclare que la politique du peuple des Etats-Unis est d'encourager ces pays, grâce à une organisation commune, à déployer conjointement les efforts soutenus qu'expose le rapport de la commission de Coopération économique européenne, signé à Paris le 22 septembre 1947, efforts qui réaliseront rapidement cette coopération économique de l'Europe, laquelle est essentielle à une paix et à une prospérité durables. Il déclare, en outre, que la politique du peuple des Etats-Unis est de soutenir et de renforcer les principes de liberté individuelle, les libres

institutions et la véritable indépendance de l'Europe, en accordant son aide aux pays d'Europe qui participent à un programme commun de relèvement, basé sur leurs propres efforts et la coopération mutuelle, étant entendu qu'aucune aide aux pays participants ci-envisagés ne devra nuire sérieusement à la stabilité économique des Etats-Unis. Il déclare, de plus, que la politique des Etats-Unis est de subordonner à tout moment la continuation de l'aide qu'ils fournissent à la continuation de la coopération entre les pays participant au programme.

DOCUMENT N° 5 : L'O.T.A.S.E.

Les Etats-Unis, l'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Philippines, la Grande-Bretagne et la Thaïlande, qui avaient signé le 8 septembre 1954 le pacte de Manille, donnèrent naissance ensuite à un organisme permanent, l'O.T.A.S.E., dont on peut voir les activités dans cet extrait du communiqué final de la 3ème session du Conseil de l'O.T.A.S.E. du 11 mars 1957.

Plans de défense

Tout en considérant que la menace militaire immédiate contre la paix en Asie du Sud-Est a diminué, les ministres ont estimé que les forces du communisme international cherchent toujours à atteindre leur objectif final qui est la domination mondiale.

Le Conseil a constaté qu'en Asie le front communiste dit « de la paix » est en réalité un front constitué par des millions d'hommes en armes. La puissance militaire de la Chine communiste et du Nord-Vietnam s'accroît continuellement.

Dans ces conditions, le Conseil a reconnu que l'O.T.A.S.E. ne pouvait pas relâcher sa vigilance et devait rester capable de détourner et de repousser une éventuelle agression. En présence d'une menace qui n'est pas statique en elle-même, les nations, l'O.T.A.S.E., par leurs efforts conjoints, augmentent et ajustent de façon continue leurs capacités défensives. Si, pour des raisons tactiques, les communistes ont décidé d'exercer pour l'instant leur pression par des moyens autres que militaires, ceci n'exclut pas qu'ils n'essaieraient pas le cas échéant de mettre à profit toute faiblesse qui apparaîtrait dans la préparation militaire de l'O.T.A.S.E.

En conclusion des travaux effectués par les conseillers militaires au cours de l'année dernière, les gouvernements membres de l'O.T.A.S.E. se sont mis d'accord sur le caractère de la menace communiste dans la zone du Traité (1) et sur la nature des mesures militaires qui seraient nécessaires pour la tenir en échec.

(1) Cette zone est ainsi définie dans le traité : Asie du Sud-Est et Pacifique du Sud-Ouest.

La planification militaire est un processus continu et ce travail sera facilité par la création à Bangkok d'un Bureau permanent d'études militaires comprenant des représentants de tous les pays membres.

La coopération étroite entre les forces des pays membres est favorisée par des exercices pratiques d'entraînement préparés par les conseillers militaires.

Programme d'action anti-subversive

Le Conseil estime que la menace militaire contre la région est détournée et découragée par l'existence même de l'O.T.A.S.E. et par la capacité de défense collective que représentent ses membres. Dans les tactiques communistes ou d'inspirations communistes utilisées dans cette région, l'accent a continué à se déplacer de la menace d'action militaire directe vers des méthodes plus souples tendant à pénétrer et à saper les Etats non communistes, méthodes qui s'accompagnent encore dans certains cas du recours à l'insurrection armée.

Estimant que la connaissance publique de ces tactiques — comment et où la subversion s'exerce — est la condition essentielle de toute action dirigée contre celles-ci, le Conseil a décidé de charger l'Organisation civile de pousser son étude des différentes phases des tactiques de subversion, d'en faire connaître les résultats aux gouvernements membres et de les révéler à l'examen de l'opinion publique.

A cette fin, le Conseil a approuvé des projets précis pour la divulgation de ces activités. Les éléments de base de ces projets proviendront des travaux du Comité des experts de sécurité et des informations fournies par le Service central de documentation et par les gouvernements membres. Le Conseil a reconnu que la responsabilité de l'action dans le domaine de la contre-subversion appartenait au premier chef à chaque gouvernement, qui l'assume si nécessaire avec l'aide de ses amis. Mais, un rôle complémentaire important peut être joué par l'O.T.A.S.E.

DOCUMENT N° 6 : DE LA COURSE AUX ARMEMENTS NUCLEAIRES A L'EQUILIBRE DE LA TERREUR

« Nous avons la preuve qu'au cours des dernières semaines, une explosion atomique s'est produite en U.R.S.S.

Du jour même où l'énergie atomique fut pour la première fois libérée par l'homme, il fallait s'attendre à ce que, par la suite, d'autres nations mettent au point l'utilisation de cette nouvelle force. Nous avons toujours tenu compte de cette probabilité.

Voici près de quatre ans, j'ai souligné que l'opinion scientifique semble être pratiquement unanime quant au fait que les connaissances théoriques sur lesquelles est basée la découverte sont déjà largement répandues. On est également d'accord, dans l'ensemble, sur le fait qu'un moment viendra où les recherches étrangères rattraperont le degré de connaissance théorique que nous possédons actuellement. Et, dans la déclaration des trois nations faite par le

président des Etats-Unis et les Premiers ministres du Royaume-Uni et du Canada, en date du 15 novembre 1945, il a été souligné qu'aucune nation ne peut, en fait, avoir le monopole des armes atomiques».

Harry Truman, Washington, 23 septembre 1949.

«Nous voulons pour nous-mêmes et pour les autres nations libres une force de dissuasion maximum à un prix acceptable. La défense locale sera toujours importante, mais il n'est pas de défense locale qui puisse, à elle seule, contenir les énormes forces terrestres du monde communiste. Il convient de renforcer les défenses locales par le pouvoir de dissuasion d'une force de représailles massives. L'agresseur éventuel doit savoir qu'il ne peut pas toujours dicter les conditions de combat qui lui conviennent... Le monde libre ne pourra décourager l'agression que s'il est disposé et capable de riposter vigoureusement aux endroits et avec les moyens de son choix...

Mais avant que les plans militaires puissent être changés, le président et ses conseillers... devaient prendre certaines décisions politiques de base. C'est ce qui a été fait. La décision fondamentale était de s'en remettre en premier lieu à un important potentiel de représailles instantanées par les moyens et aux endroits que nous choisirions...».

*Foster Dulles, secrétaire d'Etat,
communication au New-York Council for Foreign Affairs,
12 janvier 1954.*

«Aujourd'hui il n'est plus un secret que les ressources d'une série d'Etats sont attribuées dans une mesure toujours accrue à la production de types d'armes destructifs et dangereux. Cela concerne surtout les armes atomiques et thermonucléaires. Vous savez très bien que l'Union Soviétique est obligée elle aussi de fabriquer des armes aussi bien atomiques que thermonucléaires. Elle y est contrainte par la situation internationale qui s'est créée et en premier lieu par la politique «au bord de la guerre» pratiquée par certaines puissances...».

*Andreï Gromyko, ministre des Affaires étrangères de
l'Union Soviétique,
déclaration officielle du 10 mai 1957.*

Une superfusée balistique intercontinentale à étages a été lancée il y a quelques jours. Les essais de la fusée ont été couronnés de succès. Ils ont confirmé les calculs effectués et la conception choisie.

La fusée a volé à une altitude sans précédent, couvrant une grande distance en peu de temps. Elle a atterri dans la zone prévue. Les résultats obtenus montrent qu'il est possible de diriger les fusées vers n'importe quelle partie du monde.

La solution du problème des fusées intercontinentales permettra d'atteindre des régions éloignées sans recourir à l'aviation stratégique, qui à l'heure actuelle est vulnérable à la D.C.A. moderne.

En raison de l'énorme valeur scientifique et de l'extrême importance de cette expérience pour le renforcement de la défense de l'U.R.S.S., le gouvernement soviétique exprime sa gratitude à tous les travailleurs...

Communiqué publié par l'Agence Tass le 27 août 1957.

«Au cours des années passées, notre force de frappe à longue portée, aujourd'hui sans rivale dans le domaine des bombardiers pilotés, a acquis une nouvelle puissance avec l'entrée dans l'arsenal des armées opérationnelles de l'engin balistique intercontinental Atlas. Sur quatorze essais récents, l'Atlas, lancé à une distance de plus de 8 000 km, est tombé en moyenne dans un rayon de trois kilomètres de la cible, c'est-à-dire à une distance inférieure à la longueur d'une piste d'atterrissage pour avions à réaction et largement dans les limites de la zone de destruction totale...

Cette année, en outre, des sous-marins atomiques vont entrer en service dans notre marine en nombre croissant. Certains seront armés d'engins Polaris. Ces navires et ces armes remarquables, sillonnant les mers, seront capables de tirer avec précision sur des objectifs situés virtuellement en n'importe quel point de la terre. Impossibles à détruire par une attaque surprise, ils deviendront l'une de nos sentinelles les plus efficaces pour la protection de la paix...».

*Message d'Eisenhower sur l'état de l'Union,
7 janvier 1960.*

«Votre voisin peut vous plaire ou ne pas vous plaire. Vous n'êtes pas obligé de vous lier d'amitié avec lui ni d'aller en visite chez lui. Mais vous vivez côte à côte, et que faire si ni vous ni lui ne voulez quitter le lieu auquel vous vous êtes habitués pour vous rendre dans une autre ville ? A plus forte raison, il en est ainsi dans les relations entre les Etats... Il n'y a que deux issues : ou bien la guerre, et il faut bien dire que la guerre, au siècle des missiles et de la bombe à hydrogène, est grosse des conséquences les plus graves pour tous les peuples, ou bien la coexistence pacifique. Que ton voisin te plaise ou non, il n'y a rien d'autre à faire qu'à trouver un terrain d'entente avec lui, car nous n'avons qu'une seule planète».

Discours de Khrouchtchev, 6 juillet 1959.

En 1957, la supériorité dans le domaine des armes nucléaires stratégiques appartenait indiscutablement à l'Occident. Aujourd'hui les Occidentaux détiennent toujours la supériorité, mais les deux camps ont, l'un et l'autre, un pouvoir de dévastation qui n'a jamais encore été atteint, ni même imaginé, dans l'histoire humaine. Il est donc probable qu'un conflit armé mettant en jeu les intérêts essentiels de l'un ou l'autre camp aboutirait non pas seulement à la défaite de l'un ou l'autre, mais à la destruction quasi totale des deux. Ce fait détermine nécessairement dans une mesure croissante l'attitude des puissances à l'égard de l'emploi de la force en tant qu'instrument politique ; en effet, les gouvernements ne peuvent plus envisager ni une guerre totale classique, ni une guerre limitée, sans risquer l'utilisation des armes nucléaires...

L'énorme pouvoir de dissuasion de la puissance de frappe nucléaire est un facteur nouveau qui autorise, si nous savons maintenir l'équilibre des forces, l'espoir de conserver la paix jusqu'à ce que le désarmement vienne apporter une solution plus durable.

Extraits du Livre blanc britannique sur la Défense, février 1962.

DOCUMENT N° 7 : L'ENGAGEMENT AU VIET-NAM

Arthur M. Schlesinger, Jr, professeur à Harvard et à l'Université de New-York, fut le conseiller personnel de John F. Kennedy. Témoin et acteur de cet événement, il donne ici a posteriori (1978) une interprétation personnelle sur l'engagement américain au Viet-Nam.

« Nous poursuivrons son œuvre », avait dit le nouveau président (Johnson). Mais Kennedy laissait, quant au Viet-Nam, un héritage ambigu. Il avait laissé entendre à l'opinion publique que le pays avait des intérêts fondamentaux en jeu au Viet-Nam. Il avait accru sans cesse les programmes d'aide militaire et économique. Une équipe de conseillers n'avait cessé, depuis trois ans, de réclamer une intervention militaire directe des Etats-Unis. Il est vrai que, tout bien considéré, le président défunt avait toujours refusé cette intervention militaire. Et il laissait un plan, élaboré par le Pentagone, de retrait échelonné des conseillers militaires américains. Sur le tard, il avait commencé une campagne d'information pour convaincre le public que les Etats-Unis ne devaient s'engager qu'avec une extrême prudence dans une guerre qu'il appartenait aux seuls Vietnamiens de gagner.

Fut-ce Kennedy qui mena le pays à une catastrophe inévitable en Asie du Sud-Est ? Certes, il n'avait pas rendu les choses faciles pour son successeur. Mais il ne suffit pas de dire que Johnson poursuivit la politique de son prédécesseur. Il faut poser la question : quelle politique ? Le président pouvait choisir entre deux continuités. Celle de l'approfondissement progressif et perpétuel de l'engagement américain. Ou celle du refus obstiné d'engager des forces terrestres, du refus des bombardements lourds — la voie du calendrier de retrait échelonné des conseillers militaires jusqu'en 1965. Les deux solutions portaient la marque de Kennedy. La décision appartenait désormais à Johnson.

Mais ce dernier devait choisir en présence d'une opinion publique trompée — et trompée en partie par Kennedy. Le rôle de superpuissance que jouaient les Etats-Unis depuis un quart de siècle avait convaincu la plupart des Américains qu'il leur appartenait — voire qu'ils avaient le devoir — de faire prévaloir leur volonté dans le monde entier. C'était cette idée, bien enracinée dans l'opinion publique, qui avait contraint Kennedy à remettre le retrait américain jusqu'à sa réélection. Mais Johnson n'agit pas sous la contrainte : il était lui-même un chaud partisan de cette idée. Il avait fidèlement retenu la leçon des années 30 : les mesures d'apaisement... sont autant d'invitations à l'agression. En mai 1961, Kennedy l'avait envoyé au Viet-Nam. A son retour, il déclarait dans son

rapport : « C'est là que sera prise la décision fondamentale pour l'Asie du Sud-Est. Ou bien nous défendrons ces régions au mieux de nos capacités, ou bien nous jetterons l'éponge et nous reculerons nos lignes de défense jusqu'à San Francisco ».

Arthur M. Schlesinger, Jr, Robert Kennedy et son temps, Paris : O. Urban, 1979, pp. 358-359.

DOCUMENT N° 8 : LE « KENNEDY ROUND »

Dans le cadre des réunions du G.A.T.T. à Genève, de mai 1964 à mai 1967, eurent lieu des négociations dues à l'initiative de Kennedy, entre les Etats-Unis et de nombreux participants, dont la C.E.E., la Grande-Bretagne et le Japon. Leur but était d'abaisser les tarifs douaniers de 50 %.

« Nous cherchons résolument à développer nos exportations, et l'un des instruments dont nous avons le plus urgent besoin à cet effet, c'est une nouvelle politique commerciale et tarifaire... Un vaste marché nouveau se crée de l'autre côté de l'Atlantique : si nous voulons profiter de cette occasion, il nous faut disposer des moyens de persuader le Marché Commun de ramener ses tarifs extérieurs à un niveau permettant à nos produits d'y entrer sur une base véritablement concurrentielle.

C'est pourquoi une politique commerciale convenant aux échanges avec un grand nombre de petits Etats ne suffit plus. La loi sur les accords commerciaux réciproques a renforcé notre politique commerciale extérieure. Mais aujourd'hui... nous ne pouvons plus longtemps chicaner nos principaux partenaires commerciaux sur des réductions tarifaires article par article. Il faut que nous adaptions notre appareil commercial aux nouvelles structures du trafic mondial, et la Communauté Economique Européenne ne peut traiter de façon efficace article par article.

Je propose, en bref, une initiative qui permettra d'associer les potentiels économiques des deux grands marchés mondiaux (1). Il ne s'agit pas d'un abaissement unilatéral de nos barrières douanières, mais d'une mesure conjointe, des deux côtés de l'Atlantique, destinée à favoriser non seulement les exportateurs des pays intéressés, mais les économies de tous les pays du monde libre. Sous la direction des deux grands marchés communs de l'Atlantique, les barrières douanières, dans toutes les nations industrielles doivent être abattues... ».

Président Kennedy, discours à la National association of manufacturers, 7 décembre 1961 (traduction dans Inf. et Doc., N° 155, 1er février 1962, pp. 14-15).

(1) Le Congrès devait en juin 1962 approuver le « Trade Expansion Act » accordant au Président, jusqu'au 30 juin 1967, l'autorisation de mener les négociations envisagées.

DOCUMENT N° 9 : L'AIDE AMERICAINE

Total de l'aide accordée à l'étranger (1945-1962)

	Aide en millions de dollars	
	Economique	Militaire
EUROPE (et contribution à l'O.T.A.N.)	28 872,7	15 939,8
17 pays dont :		
France	5 175,6	4 262,4
Royaume-Uni	7 668,2	1 045
Italie	3 463,3	2 292,5
Allemagne de l'Ouest	4 047,5	951,9
Pays-Bas	1 228,6	1 252,8
Yougoslavie	1 703	693,9
EXTREME-ORIENT (et contribution à l'O.T.A.S.E.)	13 742,2	8 417,3
13 pays dont :		
Corée	3 431,4	2 002,2
Japon	2 660,7	1 033,1
Chine Nationaliste	2 051,6	2 376,7
Viet-Nam	1 699,3	742,4
MOYEN-ORIENT et ASIE MERIDIONALE	12 577,7	5 266,2
18 pays dont :		
Inde	3 952	—
Turquie	1 581,3	2 288
Grèce	1 784,8	1 602,8
AMERIQUE LATINE 25 pays	6 195,5	616,1
AFRIQUE 33 pays	1 664,7	112
Aide à organismes internationaux (O.N.U., O.I.T.)	3 561,4	708
Total	66 615,2	31 059,5
Ensemble	97 674,7 millions de dollars	

Article du Times, 29 mars 1963, repris par la
Documentation Française, Chronique étran-
gère : Etats-Unis, N° 4, avril 1963, pp. 12-13.

Critique générale du programme d'aide à l'étranger (25 mars 1963)

Si préoccupés que nous soyons par le coût total de l'aide, nous le sommes davantage encore par la question de savoir si son volume est justifié et si nous et les pays qui reçoivent cette aide en avons pour notre argent. Nous pensons qu'en fait nous cherchons à faire trop pour trop de gens et que, par une plus haute qualité et une quantité réduite, l'effort dispersé d'assistance que nous faisons dans certains pays pourrait produire plus de résultats. Nous ne pouvons pas croire qu'il soit conforme à notre intérêt national de maintenir indéfiniment dans la proportion actuelle nos engagements envers les 95 pays et territoires qui reçoivent aujourd'hui soit notre assistance économique et militaire, soit notre assistance économique ou militaire. Un sensible resserrement et une détermination plus stricte de nos objectifs sont nécessaires, sur la base d'une appréciation réaliste de l'expérience passée, des besoins présents, et des probabilités futures.

Il ne doit, toutefois, exister aucun doute sur la grande valeur, pour l'intérêt national des Etats-Unis, de programmes d'aide à l'étranger sagement conçus et appliqués, ni sur la contribution qu'ils mettent au service de notre sécurité nationale les dépenses d'assistance à l'étranger que comportent de tels programmes.

Quand nous demandons si nous recevons la valeur optimum de nos programmes d'assistance, nous devons savoir ce que nous recherchons et sur quoi nous comptons. Nous ne devons pas être déçus si des nations qui reçoivent notre aide ne sont pas toujours d'accord avec nous. Si notre assistance renforce la volonté et les moyens d'un pays de demeurer indépendant et si elle l'aide à progresser vers une stabilité politique et économique, notre argent aura été sagement dépensé. Si notre aide ne fait que retarder le jour inévitable de la liquidation financière et nationale, alors nous avons gaspillé notre substance, et nous n'avons aidé en rien le pays en question.

Nous devons, de même, avoir une idée claire du genre de régimes économiques que nous nous efforçons d'encourager et d'assister...

Certains projets d'aide ont vu le jour comme des cadeaux pour prouver notre estime à des chefs d'Etat étrangers, comme des projets hâtivement dressés pour devancer une aide soviétique, comme des affaires de chance pour maintenir au pouvoir des gouvernements existants, comme des instruments d'appui politique, et pour d'autres raisons analogues...

Dans la mesure où les autres croient que nous acceptons que les promesses remplacent les actes, que nous sommes influencés par des campagnes montées contre nos ambassades, que nous payons plus cher pour des bases et autres arrangements si les négociations sont suffisamment longues et désagréables et que nous accordons, en certains cas-limites, une aide injustifiée dans l'espoir d'écarter une assistance venue des Soviets, dans cette mesure, la position prise par les Etats-Unis dans des négociations perd sa crédibilité, nos efforts pour rendre l'aide plus efficace par la collaboration des intéressés eux-mêmes se

trouvent affaiblis, et l'appui que l'aide reçoit du Congrès et de l'opinion des Etats-Unis est sapé...

Extrait du Rapport de la commission d'enquête sur l'application du programme d'aide à l'étranger, reproduit dans The New-York Times, international edition, 25 mars 1963, traduit par la Documentation Française, Chronique étrangère : Etats-Unis, N° 5, mai 1963, p. 13.

DOCUMENT N° 12 : LES AMERICAINS FACE A LA GUERRE DU VIETNAM

Henry Kissinger choisi comme conseiller par Richard Nixon au lendemain de l'élection présidentielle de 1968, doit élaborer une stratégie pour sortir « dans l'honneur » les Etats-Unis du « borbier » vietnamien. Il présente ce problème tel qu'il semblait se poser à la nouvelle administration républicaine en 1969.

Aujourd'hui encore, je ne peux parler du Vietnam sans éprouver une peine et une tristesse profondes.

A l'époque de notre entrée en fonctions, plus d'un demi-million d'Américains se battaient à 16 000 km de leur pays, et leur nombre allait croissant, selon un plan établi par nos prédécesseurs. On ne prévoyait alors aucun retrait de troupes, et les pertes s'élevaient déjà à 31 000 hommes. Quel qu'ait été notre but au commencement de la guerre, en 1969 notre crédibilité à l'extérieur des frontières, la fiabilité de nos engagements et notre cohésion nationale se trouvaient menacées par la lutte que nous menions dans un pays situé aux antipodes. A l'origine, nous nous étions engagés franchement avec l'approbation quasi unanime du Congrès, de l'opinion publique et des media. Mais, en 1969, notre pays fut secoué par une vague de contestation et de peur, qui revêtit dans certains cas une forme violente et dangereuse. Le consensus sans lequel une société démocratique ne peut vivre avait disparu. Aucun gouvernement ne peut fonctionner sans un minimum de confiance : or celle-ci nous était peu à peu retirée, du fait de la rigidité de nos choix et de la violence croissante de la polémique qui sévissait dans notre pays...

Nos prédécesseurs y étaient partis en toute innocence, persuadés que cette cruelle guerre civile représentait le côté visible d'un dessein de proportion mondiale. Or, en quatre années de lutte, ils avaient été incapables de mettre au point une stratégie qui leur permette de remporter la victoire ; encore sait-on aujourd'hui qu'il était impossible que l'on y parvienne. Ils en avaient fait assez pour engager de façon substantielle la puissance et la crédibilité américaines, mais pas assez pour mettre un terme à leur entreprise. Au cours de la dernière année du gouvernement Johnson, les communistes avaient lancé une offensive massive dans tout le pays : il y a peu de spécialistes de la question aujourd'hui pour nier que ce fut une défaite écrasante ; mais son ampleur et l'abnégation même qu'elle supposait en ont fait une victoire psychologique. Sous l'impact

de l'offensive du Têt, nous commençâmes par réduire les bombardements du Nord avant de les arrêter tout à fait, sans obtenir autre chose en contrepartie que l'ouverture de négociations que notre implacable adversaire s'empressa de mener dans l'impasse. L'opinion publique approuvait de moins en moins une guerre que non seulement nous ne gagnerions pas, mais qu'en outre nous semblions incapables d'arrêter.

Et l'opposition se développait à l'intérieur de nos frontières. Elle se composait de plusieurs courants : de pacifistes sincères qui ne supportaient pas de voir leur pays se livrer à des massacres à des milliers de kilomètres de là ; de pragmatiques qui n'entrevoyaient aucune issue possible ; d'isolationnistes qui souhaitaient la fin de l'engagement américain outre-mer ; d'idéalistes qui considéraient nos valeurs incompatibles avec les horreurs d'une guerre que, pour la première fois, la télévision leur apportait littéralement à domicile. Ces groupes étaient en fait manipulés par une petite minorité qui exprimait la fureur désordonnée des années 1960 par leur haine de l'Amérique, de son « système » et des « ravages » qu'elle faisait. Tous ces groupes avaient uni leurs efforts pour provoquer la déplorable confusion de la Convention démocrate de 1968, la violence sur les campus et la démoralisation des classes dirigeantes qui avaient soutenu les grandes initiatives américaines de l'après-guerre en politique étrangère.

Richard Nixon hérita de cette poudrière...

Henry Kissinger, A la Maison Blanche 1968-1973, Paris : Fayard, 1979, pp. 235-236.

DOCUMENT N° 13 : LES D.T.S.

Le Fonds Monétaire International a alloué la première tranche des droits de tirage spéciaux (D.T.S.) (près de 3,5 milliards de dollars), dont la création avait été convenue lors de la dernière assemblée annuelle du Fonds en septembre 1969. Trois autres milliards seront distribués le 1er janvier 1971 et trois autres encore un an plus tard.

Ces droits... permettent à un pays dont la balance des paiements est déficitaire d'obtenir des devises étrangères par l'intermédiaire du F.M.I. auprès d'un pays excédentaire. Celui-ci recevra en échange un montant de D.T.S. équivalent à la somme qu'il aura financée.

Deux caractéristiques essentielles les font différer des droits de tirage ordinaires créés à Bretton-Woods au lendemain de la seconde guerre mondiale. D'une part, leur utilisation n'est soumise à aucune restriction, en dehors du fait qu'ils ne peuvent être employés par une banque centrale pour modifier la composition de ses réserves. D'autre part, ils ne sont remboursables qu'à 30 % de leur montant utilisé (en moyenne) sur une période de cinq ans. C'est dire que 70 % des tirages effectués n'auront pas à être remboursés.

C'est cette particularité qui donne au D.T.S. un caractère de « monnaie » additionnelle, que les banques centrales pourront inclure dans leurs réserves monétaires à côté de l'or et des devises de réserve (dollar et sterling).

Cette création artificielle de nouvelles liquidités internationales, que certains qualifient d'« or-papier » — mais comment peut-on réunir deux termes aussi contradictoires ? — constitue une sorte de fuite en avant du système monétaire international, qui rendra moins nécessaire le rééquilibrage des balances des paiements des pays déficitaires. Or les déficits de certains pays étaient justement une cause des troubles monétaires que l'on a connus ces dernières années...

L'institution de l'« or-papier » est une invention d'experts à l'usage des pays riches et du plus riche d'entre eux : les Etats-Unis d'Amérique. Près des deux tiers de la première tranche de D.T.S. sont, en effet, alloués aux pays membres du club des Dix (1), et plus du quart aux seuls Etats-Unis. L'Inde n'obtient pour sa part que 3,7 % du pactole.

En fait, le dollar triomphe une fois de plus. Il est prévu en effet dans le nouveau système qu'un pays qui demanderait aux Etats-Unis le remboursement en or des dollars qu'il détient pourrait être payé en D.T.S. Le stock d'or de Fort-Knox se trouve ainsi placé hors d'atteinte, d'autant plus que la loi de Gresham (« la mauvaise monnaie chasse la bonne ») risque de s'appliquer de nouveau ; dans ce cas, le métal précieux serait de moins en moins utilisé comme instrument de paiement international et dormirait plus tranquillement dans les caves de banques et les bas de laine des citoyens...

La France qui, en d'autres temps, s'était rigoureusement opposée à la création de l'« or-papier », touche sa part de la manne nouvelle : près de 920 millions de francs. Elle s'en trouvera d'autant plus gênée pour contester à l'avenir la suprématie du dollar.

(1) Groupe des dix pays (Allemagne Fédérale, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Suède) signataires de l'« Accord général sur les emprunts » négocié en 1961. Ce sont les plus riches de la zone de l'O.C.D.E.

Le Monde, éditorial, 4-5 janvier 1970.

DOCUMENT N° 14 : LE PROBLEME CHILIEN

Ce qui nous inquiétait chez Allende, c'était son hostilité déclarée à l'égard des Etats-Unis et son intention évidente de créer un autre Cuba. Son programme explicite, et le but qu'il s'était fixé depuis longtemps, était d'établir une dictature irréversible et de mettre en cause de façon permanente notre position dans l'hémisphère occidental. Et durant le mois des événements de Cienfuegos (1), il n'était pas absurde de prendre au sérieux les implications militaires d'un allié supplémentaire de l'Union Soviétique en Amérique latine. C'était pour des raisons de sécurité nationale et non d'économie qu'Allende nous préoccupait.

(1) Tentative des Soviétiques d'installer à Cuba une base fixe pour leurs sous-marins.

La nationalisation des biens américains n'était pas le problème. Nous n'avions jamais remis en question la législation internationale permettant la nationalisation dans l'intérêt du pays, même si nous faisons valoir nos droits à une compensation rapide, juste et effective (également prévue par la législation internationale). Tous les gouvernements d'après-guerre, aux Etats-Unis, avaient cherché à décourager l'expropriation des compagnies étrangères par les pays en voie de développement et, dans les pays où la nationalisation était inévitable, à obtenir un impact trop néfaste sur le climat général des investissements.

Il existait, en outre, une ordonnance du Congrès prévoyant l'abandon de l'assistance économique stipulée par la loi sur l'aide aux pays étrangers, de 1961, dans les cas d'expropriation de biens américains sans compensation (l'amendement Hickenlooper).

Cependant, nous avons pris grand soin que cette question de l'expropriation n'entrave pas nos objectifs de politique étrangère. Ainsi, au Chili, en 1969, avant Allende, l'ambassadeur Korry avait coopéré à la nationalisation négociée de la société Anaconda. Et, au Pérou, cette même année, le gouvernement Nixon tira le parti maximum de notre législation pour parvenir à un règlement équitable, lors de la nationalisation des puits de pétrole de l'International Petroleum Company, sans avoir à invoquer une législation restrictive. Nous trouvâmes des prétextes pour retarder à plusieurs reprises l'application de l'amendement Hickenlooper, et nous fîmes clairement comprendre que nous étions prêts à accepter un paiement compensatoire pour l'I.P.C., inférieur à sa valeur totale, afin de maintenir un climat amical avec un pays important (même si le Pérou était gouverné par une junte militaire de gauche agressivement nationaliste et favorable aux éléments les plus extrémistes du Tiers-Monde). Après des efforts patients et soutenus, nous parvînmes à un *modus vivendi* avec le gouvernement péruvien.

La mise en question de notre politique et de nos intérêts par Allende était d'un tout autre ordre. Il ne se contentait pas de nationaliser les biens ; il avouait ouvertement son appartenance au marxisme-léninisme totalitaire. Il admirait la dictature cubaine et s'opposait résolument à l'«impérialisme américain». Son but avoué au cours des dix années précédant son élection à la présidence avait été de saper notre position dans tout l'hémisphère occidental, en employant au besoin la violence. Parce que c'était un pays continental, le Chili disposait de beaucoup plus de moyens pour mettre en cause nos intérêts que Cuba, et Cuba l'avait déjà fait sérieusement... Le Chili avait des frontières communes avec l'Argentine, le Pérou et la Bolivie, tous infestés de mouvements révolutionnaires. Le succès d'Allende risquait des implications même sur l'avenir des partis communistes de l'Europe de l'Ouest, dont la politique saperait inévitablement l'Alliance occidentale. Aucun président conscient de ses responsabilités ne pouvait envisager l'accession d'Allende au pouvoir sans inquiétude.

Henry Kissinger, A la Maison Blanche, 1968-1973, Paris : Fayard, 1979, pp. 680-681.

DOCUMENT N° 15 : LA PRESIDENCE IMPERIALE

La présidence impériale fut essentiellement le fruit de la politique étrangère. Un mélange de doctrines et de réactions émotionnelles (la croyance à une crise permanente et universelle, la peur du communisme, la conviction que les États-Unis avaient le droit d'intervenir sur-le-champ dans tous les coins du monde) avaient entraîné, au profit de la présidence, une centralisation sans précédent, des décisions de guerre et de paix. De ces décisions étaient aussi exclus d'une façon sans précédent le reste de la branche exécutive, le Congrès, la presse et l'opinion publique en général. La guerre prolongée au Vietnam renforça aussi bien les tendances à la centralisation que les tendances à l'exclusion. Et la présidence impériale se développa aux dépens de l'ordre constitutionnel... Et tandis qu'elle faisait bon marché de la traditionnelle séparation des pouvoirs en politique étrangère, elle se prit à aspirer à une même centralisation d'autorité en politique intérieure.

Nous avons vu avec Franklin D. Roosevelt et le New-Deal que l'extraordinaire afflux de pouvoir convergeant vers la présidence pour lui permettre de faire face aux problèmes intérieurs n'avait en aucune manière élargi l'autorité présidentielle dans le domaine des affaires étrangères. Mais nous avons vu aussi qu'avec Franklin D. Roosevelt et la deuxième guerre mondiale et Harry Truman, que l'extraordinaire afflux de pouvoir convergeant vers la présidence pour lui permettre de faire face aux problèmes internationaux pouvait facilement encourager les présidents à prétendre à des décisions unilatérales dans le domaine intérieur. Vingt ans plus tard, les retombés du Vietnam coïncidèrent avec des développements intérieurs qui étaient eux-mêmes porteurs de nouveaux pouvoirs pour la présidence. A la faveur de raisons d'ordre national aussi bien qu'international, la présidence impériale était en train de plonger ses racines au cœur de la société américaine...

Il est devenu de bon ton de dire que la présidence impériale commença avec Franklin D. Roosevelt. Mais si Franklin D. Roosevelt se délectait à l'exercice du pouvoir il ne fronçait pas le sourcil (dans le style royal adopté plus tard) devant les arguments et les objections qu'on soulevait en sa présidentielle présence. Bien au contraire : il appréciait les hommes qui défendaient obstinément leurs idées... et il fit du débat une méthode fondamentale de gouvernement. Même pendant la guerre Roosevelt continua de penser (cela devint clair dans ses plans pour la paix) qu'un président devait chaque fois qu'il était possible être fort avec le Congrès et non pas contre le Congrès.

Ce fut pendant les années qui suivirent la deuxième guerre mondiale que la présidence... prétendit à des pouvoirs conçus non seulement comme inhérents mais comme exclusifs... Dans le cas de Truman, son style exceptionnellement direct, sa franchise, son manque d'affectation atténuèrent considérablement l'effet que l'exercice unilatéral du pouvoir aurait pu avoir sur l'institution qu'il représentait. Il refusa de couper la présidence du peuple et il était par nature bien trop l'Américain démocrate type pour se sentir à l'aise dans la présidence impériale. Il y avait sans doute quelque chose de royal dans la façon dont

Eisenhower occupait la Maison Blanche, mais à cause de ses principes libéraux, cela n'allait pas au-delà du côté cérémonial de l'emploi. Kennedy ne resta président que trop peu de temps pour qu'on puisse se permettre de généraliser avec certitude, mais son intelligence faite d'humour et de scepticisme, garda le plus souvent la présidence dans le droit chemin. C'est Johnson, il faut le dire, qui déversa dans cette institution sa personnalité insatiable, son besoin avide de consensus et son souci obsédant du secret. C'est alors que la présidence commença à prendre des proportions impériales.

...S'il ne savait pas assez souvent écouter, Johnson s'entretenait toujours avec les membres du Congrès et les journalistes qui affluaient sans fin à la Maison Blanche. Il est incontestable qu'il se coupa de la réalité pendant une longue période, surtout en ce qui concernait le Vietnam. Mais finalement la réalité fut la plus forte, le forçant à accepter des vérités désagréables qu'il aurait préféré ne pas entendre...

Il fallut attendre Nixon pour avoir (par un étrange accident de l'histoire ou par la réaction inconsciente de la nation aux pressions et aux suggestions de l'histoire) la parfaite rencontre entre un homme et sa fonction. La présidence, telle que l'avaient amplifiée les fausses conceptions de la politique internationale et des nécessités intérieures, trouva un président qui, à la fois vulnérable et ambitieux, fut entraîné à pousser la logique de l'histoire à sa dernière extrémité... Nixon, sous le couvert d'un homme conventionnel, nourrissait des rêves révolutionnaires. Les forces qui structurellement tendaient à transférer le pouvoir à la présidence se trouvèrent renforcées par des pulsions intérieures irrésistibles (le sentiment que la vie était un champ de bataille, la conviction que la nation fourmillait d'ennemis personnels, la tendance à reculer devant toute discussion face à face, l'habitude malade de se retrancher dans la solitude, la hantise de savoir répondre à une crise, l'insistance à s'assurer le contrôle de tous les éléments au sein desquels une décision serait prise). Pour un esprit ainsi constitué, la présidence était un parfait bouclier, un parfait refuge. Mais Nixon n'avait pas seulement un urgent besoin de s'abstraire du processus démocratique. Il eut aussi la hardiesse de saisir l'occasion que l'histoire lui offrait de transformer la Présidence : en consolidant à l'intérieur de la Maison Blanche tous les pouvoirs, ceux contre le Congrès, ceux contre l'électorat, ceux contre les autres segments de la branche exécutive elle-même, pouvoirs que des années de turbulence extérieure et intérieure avaient chaotiquement déversés dans la Présidence.

Arthur M. Schlesinger, Jr, La présidence impériale, Paris : P.U.F., 1976, pp. 219-220 et 225-228 (extraits).

BIBLIOGRAPHIE

La bibliographie sur la question est, comme on peut facilement le supposer, considérable, surtout en anglais. Comme il s'agit, ici, d'une étude destinée essentiellement à l'enseignement secondaire, nous nous bornerons à indiquer les ouvrages en français aisément accessibles destinés seulement à développer l'ensemble de la question et non à approfondir ses principaux aspects. La liste des ouvrages les plus importants se trouve dans les livres de Claude Fohlen, Denise Artaud et André Kaspi.

- ARTAUD (D.), KASPI (A.) — *Histoire des Etats-Unis*, Paris : A. Colin (« Coll. U »).
- ARON (R.) — *République impériale. Les Etats-Unis dans le monde, 1945-1972*, Paris : Calmann-Levy, 1973.
- ARON (R.) — *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, Paris : Robert Laffont, 1977.
- BALL (G.) — *Les Etats-Unis face à leur puissance*, Paris : Robert Laffont, 1968.
- BRETTON (P.), SHAVOET (J.P.) — *La coexistence pacifique*, Paris : A. Collin, 1971.
- BRZEZINSKI (Z.) — *Illusions dans l'équilibre des puissances*, Paris : L'Herne, 1977.
- DUROSELLE (J.B.) — *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris : Dalloz, 1978.
- DUROSELLE (J.B.) — *De Wilson à Roosevelt, la politique extérieure des Etats-Unis, 1913-1945*, Paris : A. Colin, 1960.
- FOHLEN (C.) — *L'Amérique anglo-saxonne de 1815 à nos jours*, Paris : P.U.F. (« Coll. Nouvelle Clio »), 1969.
- FOHLEN (C.) — *La société américaine, 1865-1970*, Paris : Arthaud, 1973.
- FONTAINE (A.) — *Histoire de la guerre froide*, Paris : Fayard, 1967, 2 vol.
- GRAPIN (J.) — *Radioscopie des Etats-Unis*, Paris : Calmann-Levy, 1980.
- GROSSER (A.) — *Les Occidentaux. Les pays d'Europe et les Etats-Unis depuis la guerre*, Paris : Fayard, 1978.
- HOFFMANN (S.) — *Gulliver empêtré. Essai sur la politique étrangère des Etats-Unis*, Paris : Seuil, 1971.
- JULIEN (C.) — *L'empire américain*, Paris : Grasset, 1968 (2ème édition 1973).
- JULIEN (C.) — *Le rêve et l'histoire : deux siècles d'Amérique*, Paris : Grasset, 1976.
- KASPI (A.) — *La vie politique aux Etats-Unis*, Paris : A. Colin (« Coll. U Prisme »), 1973.
- KISSINGER (H.) — *A la Maison Blanche, 1968-1973*, Paris : Fayard, 1979.
- LACOUR - GAYET (R.) — *Histoire des Etats-Unis*, Paris : Fayard, 1977-1979, 2 vol.

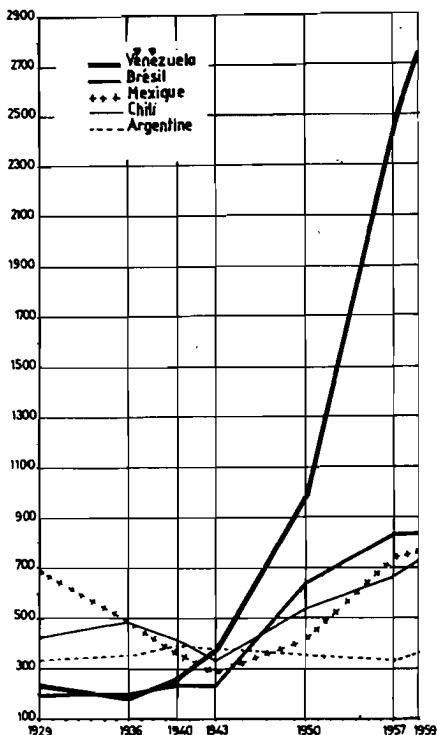
- MARIENTAS (E.) — *Les mythes fondateurs de la nation américaines*, Paris : Maspéro, 1976.
- MOUSSA (P.) — *Les Etats-Unis et les nations prolétaires*, Paris : Seuil, 1965.
- RIENCOURT (A.de) — *L'Amérique impériale*, Paris : Gallimard, 1970.
- SCHLESINGER (A.) — *La présidence impériale*. Paris : P.U.F., 1976.
- SERVAN-SCHREIBER (J.J.) — *Le défi américain*, Paris : Denoël, 1967.
- TROTIGNON (Y.) — *Le XXème siècle américain*, Paris : Bordas, 1977.

REVUES ET DOCUMENTS

On consultera plus spécialement *Le Monde*, *Le Monde Diplomatique*, *Informations et Documents et Relations Internationales*.

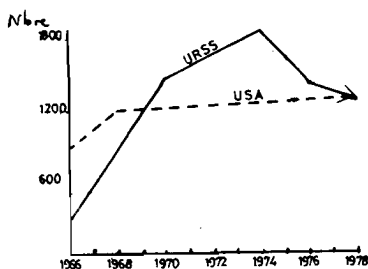
Document n° 10: Investissements directs des Etats-Unis en Amérique latine par pays, 1929-1959 (documents communiqués par la Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud).

valeur comptable
en millions de
dollars

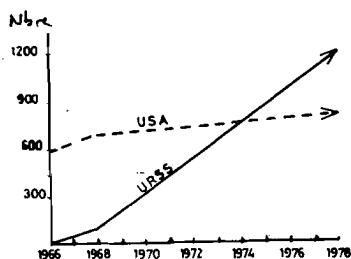


Document n° 11: Les rapports de force entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. à la veille des SALT II
Les armements stratégiques.

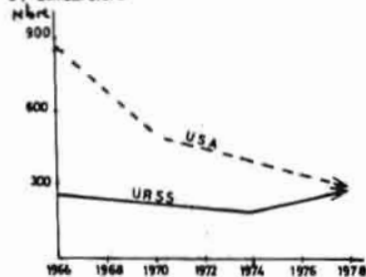
1) I.C.B.M. (Missiles intercontinentaux)



2) S.L.B.M. (Missiles lancés par des sous-marins)

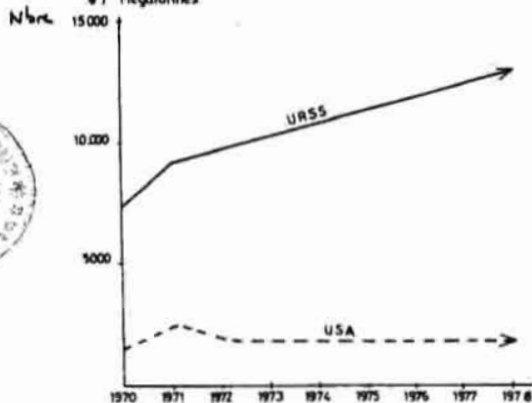


3) Bombardiers

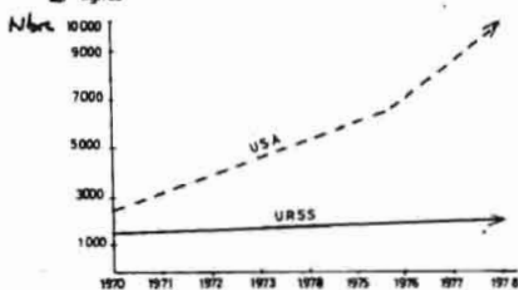


PUissance

4) Mégatonnes



2) Ogives



Extraits de : Le Point, 7 février 1977, p.51. mis à jour en 1979.